

**En continuant la mobilisation
En disant Non à la Constitution...**



**On n'attendra
pas 2007
pour dégager
Raffarin !**

Page 2 :
Mobilisation lycéenne
Page 4 :
Palestine
Dossier Constitution

Développer la mobilisation !

Notre ministre M. Fillon nous l'a clairement avoué: quel qu'ait pu être l'impact des mobilisations massives contre sa réforme assassine, la priorité pour l'heure est celle du marché et non celle des conditions de vie présentes et futures de la jeunesse... Les lycéens sont « au mieux mal informés », au pire d'ignares bêtes de somme que l'on pousse à l'abattoir patronal. Le message de notre ministre: « sois con et tais-toi ». À cela les lycéens doivent répondre par la force de leur mouvement, car ce sont eux qui aujourd'hui détiennent la capacité de déclencher une remise en cause réelle de la casse de tous les services publics en France et ailleurs, à commencer par celle de l'Éducation! Pour construire le mouvement qui une fois pour toutes en finira avec ce massacre social, les lycéens doivent se fixer des objectifs clairs qui leur permettront de lutter.

dire un boulot de misère payé trois fois rien puisque seuls les enfants aisés auront la possibilité de faire des études et donc plus de chances sur le marché du travail, il est plus évident pour lui de s'investir pour la sauvegarde et l'amélioration de l'éducation. De là doivent être élaborés des plans de mobilisation locale: mettre son bahut en grève en bloquant l'entrée ou en l'occupant (hall, cour, couloirs) et en diffusant l'information contre la loi Fillon (passage dans les classes, tracts, panneau d'affichage, lieu de réunion, annonces publiques à l'aide de sa voix et au mieux d'un mégaphone, etc...) avec pour but de se coordonner avec les autres lycées du coin, de se réunir ensemble en assemblées générales et de décider communément de l'organisation de la mobilisation.

Se coordonner

Se réunir est primordial pour donner suite au mouvement: une fois qu'une partie du bahut (même petite) est mobilisée, elle doit constituer un Comité Lycéen au sein de l'établissement, c'est-à-dire un noyau de personnes qui prennent en charge l'organisation de la mobilisation locale, et qui sont élues par les lycéens. Pour y parvenir, il est nécessaire de tout faire pour mettre le lycée en grève, afin que tout le monde puisse participer à la mobilisation sans risquer d'être sanctionné. Le but étant de faire entendre des revendications claires contre



la loi Fillon et sa logique d'exploitation, et de faire participer les élus aux réunions de la Coordination Nationale (ou régionale) des Lycéens. Ces personnes sont élues et révocables à tout moment par les lycéens si elles vont à l'encontre de la construction du mouvement. Ce sont ces AG qui permettent la poursuite d'une mobilisation d'ampleur, puisqu'elles représentent démocratiquement les lycéens et portent leurs revendications en Coordination Nationale...

Mais le rôle de la Coordination ne se limite pas à cette simple représentation: elle décide activement et démocratiquement de la poursuite du mouvement, c'est-à-dire qu'elle porte également la responsabilité de ce que le mouvement peut déclencher par-delà les revendications purement lycéennes.

En effet, aujourd'hui, les lycéens peuvent appeler au déclenchement d'un nouveau mouvement étudiant contre la réforme LMD-ECTS (dans l'exacte logique du plan Fillon mais à l'échelle des facs), mais également d'un mouvement enseignant, tout aussi concerné par la réforme Fillon, en revendiquant des moyens budgétaires pour l'éducation et en réclamant la rétribution des dizaines de milliers de postes enseignants supprimés ces dernières années... et bien entendu en exigeant du gouvernement qu'il accorde sans plus tarder les moyens nécessaires au meilleur fonctionnement du système éducatif et des services publics... Le cas contraire, il se verrait bien obligé de céder sa place à la vraie démocratie!!!

Annie, [Cergy]

Écho de la mobilisation à Clermont-Ferrand

Le mouvement a été lancé par une série de manifestation les 10 et 11 février regroupant 3500 personnes. Pendant les vacances plusieurs assemblées générales se sont organisées pour préparer le mouvement ce qui a permis d'organiser la manifestation du 3 mars où étaient présents 5000 lycéens. Le succès de la mobilisation est dû à de nombreuses assemblées générales dans chaque lycée et à la coordination de ces dernières en CAL. C'est une mobilisation d'ampleur à l'échelle de l'Auvergne avec une forte participation des lycées les plus excentrés. Les tâches des assemblées générales ont été non seulement de coordonner l'action mais également de faire en sorte que le mouvement bénéficie d'une crédibilité avec les profs et vis-à-vis du gouvernement. C'est pour cela qu'il a fallu mettre en avant des revendications et des arguments clairs afin de montrer au gouvernement que nous ne sommes pas ignorants mais bien contient des enjeux et conséquences de cette réforme. Les mots d'ordre ce sont accès sur deux points:

-Retrait total du projet de lois Fillon et sa démission

-Embauche de 90000 profs et défense du service public

Car cette réforme et la continuité des réformes des retraites et LMD et que seul le retrait total du plan Fillon permettra d'infliger une défaite à ce gouvernement de combat qui fait qu'accentuer les inégalités et instaure un système de répression dans les lycées.

Connaître la réforme

Le premier but est de mobiliser en argumentant contre la loi: montrer en quoi elle dégrade les conditions et la qualité des études (choix de filière dès la 4e, « socle minimal de connaissances » -savoir lire, écrire, compter, accepter la répression policière-, niveau d'études dépendant des besoins du patronat, suppression d'options, de filières, d'heures de cours, de postes de profs, etc.). Une fois qu'un lycéen a compris ce qui l'attend, c'est-à-

Une interview de lycéen(ne)s d'Asnières (92)

Quelles sont vos revendications ?

Le retrait du plan Fillon. Mais nous devons élargir aux autres luttes, se solidariser de tous ceux qui sont attaqués par ce gouvernement. Par exemple le plan Benisti qui prévoit de forcer des jeunes à partir vers le professionnel, qui classe les jeunes en « déviants » et « normaux ».

Le système actuel d'éducation est limité, nous ne nous battons pas pour le conserver, mais pour le changer, dans notre sens et pas dans le sens de Fillon: il faut des embauches de personnels pour combler les récentes suppressions. Par exemple, chez nous ils avaient supprimé la librairie, mais nous avons obtenu une embauche et la réouverture, ainsi que celle de la cafétéria. Les budgets peuvent et doivent



être débloqués.

Où en est la mobilisation ?

Sur Renoir, il existe un noyau de 15

à 20 lycéens qui militent régulièrement, mais la mobilisation est fragile, on oscille entre 20 et 200. Nous faisons une AG locale toutes les semaines, mais on ne dépasse pas les 20 dans notre salle que nous avons obtenue pour nous réunir. Nous sommes organisés dans un CAL (comité d'action lycéen), qui dispose d'un panneau prêté par l'administration. Nous avons organisé une grève

le matin du mardi 15, puis un départ en manif dans un cortège de 120 lycéens, qui s'est dispersé à plusieurs reprises.

Peut-on gagner, comment ?

On se fait entuber pendant les vacances, alors il faut continuer, rester nombreux mobilisés pour montrer nos désaccords avec leurs projets. La rentrée va permettre un nouveau départ, ça servira de brèche pour les mouvements sociaux, les syndicats. Le 10 mars sera énorme.

On doit virer le gouvernement tout entier. Virer Fillon ne change rien, mais c'est un début, notre première victime. Dégager le plan Fillon n'est qu'un début, il faut une autre réforme, parce que le système actuel est inégalitaire.

Propos recueillis par Adrien, [Clignancourt]

Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation,

pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous ! Prenez contact !

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro)
10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet en France)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :
..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total: euros
Chèque à l'ordre de RCJ

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville
Téléphone e-mail

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
mail: jcr@jcr-red.org — web: www.jcr-red.org

Lettre d'une lycéenne

Lettre d'une jeune manifestante Lycéenne à Bernard Debré suite à son "article" paru dans le Figaro.

Cher M. Debré Zéro de la politique, nous te répondons en te tutoyant puisque tu as commencé à le faire.

(...)
Toi qui as plus de 60 ans, toi qui es une vieille baderne du RPR désormais à l'UMP et qui sièges au Sénat, à l'Assemblée nationale, dans les mairies, les conseils généraux, dans les ministères, toi qui vis dans une bulle complètement coupée de nos réalités sociales.

(...)
Tu nous parles du bac comme s'il était l'examen le plus important de ta vie, certes il l'est; mais déjà 80 % des élèves le décrochent ce qui ne les empêche pas de finir dans des boulots de merde avec comme seul avenir le chômage, la précarité, la seule "perspective" de missions en intérim, de sous contrats de travail, de CDD à répétition (...).

Oui, nous refusons le contrôle continu des connaissances, car (...) un bac ou un diplôme ou le simple fait de chercher un boulot -fut-il précaire- est plus facilement accordé à unE lycéenE d'Henri 4 qu'à unE jeune venant d'un quartier, d'une ZEP, ou d'une banlieue. M. Fillon veut instaurer des Bacs et des diplômes à plusieurs vitesses, selon le même "modèle" de société inégalitaire à plusieurs vitesses que tes amis politiques ont planifié contre nos parents, nos grands frères et nos grandes

sœurs.
(...)
Oui, nous n'avons pas 20 ans pour certaines d'entre nous. Oui, nous manifestons dans la rue... Non nous ne refusons pas l'effort, M. Debré, nous refusons le «modèle économique» d'une société à plusieurs vitesses où nous serions de la chair à patron taillable et corvéable à merci.
(...)

Cette «compétition» féroce, sans bornes ni éthique, (...) liée à la mondialisation ultra-libérale, à ces «accords» iniques de l'AGCS qui font de l'école du savoir une «simple marchandise» comme les autres, à la directive Bolkenstein que toi et tes amis ont décidé de la manière la plus antidémocratique qui soit dans le secret de vos «congrès» de la haine antisociale que sont G8, Davos, FMI, OCDE et autres OMC. Ce monde, comme nos parents, nos grands frères, nos grandes sœurs, nous n'en voulons pas et comme eux nous ferons tout pour le combattre.

Quant à retourner sur les bancs de l'école de la République, à quitter les Rues, nos luttes et les manifestations, nous ne le ferons que quand toi et ton ami M. Fillon déciderez une bonne fois pour toutes d'abroger vos lois et soi-disant «Réformes» qui visent à faire de nous de la chair à patrons sans aucun esprit critique, des machines tout juste bonne à «produire» encore et toujours plus pour l'enrichissement de ton ami le baron Seillière et du Medef (...).

Casse de l'éducation et casse du cadre national des diplômés pour former les futurs pauvres de demain, casse des retraites, casse de la sécu, démantèlement des services publics (EDF, SNCF, La Poste, Air France, France Télécom...), baisse de tous les budgets sauf ceux de la police et de l'armée (8 milliards pour des missiles!)... elle est bien longue la liste des acquis sociaux flingués par le gouvernement CRS.

Le gouvernement du Medef nous enjoint de nous serrer la ceinture, alors que les profits explosent, tout comme les salaires des ministres (70 % de rab'), alors que les Hervé Gaymard se prélassent dans leurs duplex de 600 m2 et autres maisons de campagne ou chalets en Savoie: le gouvernement n'a pas adopté seulement le programme du MEDEF, il a aussi adopté son train de vie.

Nous sommes des dizaines, des centaines de milliers en grève, dans les rues de tout le pays, à résister aux attaques sociales de ce gouvernement de combat.

Les lycéens nous montrent la voie, Fillon fait passer sa loi en procédure d'urgence, mais on ne joue plus. Ils veulent prendre notre mouvement de vitesse, imposer leurs réformes, il y a urgence à en finir avec ce guignol de Fillon et sa réforme bidon. C'est pour ça que nous sommes dans les rues le 8 mars, c'est pour ça que nous devons nous mettre en grève, reconduire notre mouvement, entraîner tout le secteur de l'éducation, étudiants, profs et personnels.

Il faut faire du 10 mars la convergence de tous, salariés du public comme du privé, lycéens, étudiants, chômeurs, c'est maintenant qu'on en finit avec le gouvernement.

On n'attendra pas 2007 pour dégager Raffarin, Fillon et toute leur clique.

Les grèves de mai-juin 2003, la claque que nous leur avons fournie aux régionales et aux européennes, nous ont montré qu'ils sont illégitimes face à la rue et face aux urnes: la leçon n'a pas suffi, alors achevons-les!

Disons NON à leurs projets anti-sociaux, NON à leur Europe de la guerre et des patrons, NON à leur constitution.

C'est pour toutes ces raisons, parce que maintenant nous pouvons en finir, que nous serons dans les rues de toute la France pendant le mois de mars et que nous irons à Bruxelles le 19 mars, aux côtés des travailleurs de toute l'Europe, contre le libéralisme et contre la guerre et les occupations.

Nice, le sommet des bouchers

Le 9 février avait lieu à Nice une manifestation d'environ 2500 personnes contre le sommet de l'OTAN. Elle était initiée par un collectif unitaire réunissant une trentaine d'organisations françaises et italiennes. La coordination de collectifs Agir Contre la Guerre avait fait venir environ 200 personnes de toute la France (Paris, Marseille, Clermont-Ferrand...).

Le sommet rassemblait les ministres de la défense, en particulier Donald Rumsfeld, chef de l'offensive américaine sur l'Irak. Pour les États-Unis, il s'agissait d'engager les pays absents d'Irak (France, Allemagne) à soutenir la coalition, embourbée à cause de la résistance du peuple irakien. «Je pense que, après ces élections réussies, il doit y avoir plus d'enthousiasme, dans les pays initialement opposés à la guerre, à agir davantage» a déclaré le chef du Pentagone. La France a répondu aux attentes des États-Unis en acceptant de former des officiers irakiens.

gagement militaire français à l'étranger: «Nous sommes le deuxième contributeur de l'OTAN en troupes, et le cinquième contributeur financier de l'Alliance» a-t-elle dit, en précisant que des généraux français commandent les opérations de l'OTAN en Afghanistan et au Kosovo. La France est bien un pays impérialiste, qui n'hésite pas à envoyer des troupes là où elle y a un intérêt.

De plus, cette réunion était «une occasion de souligner la complémentarité et la bonne entente les deux institutions» que sont l'OTAN et l'Union européenne (Alliot-Marie), ce qui est écrit en toutes lettres dans la Constitution: L'Union Européenne est une union de pays impérialistes qui ne s'opposent pas à la politique guerrière des États-Unis sauf si elle va contre leurs intérêts.

Prochaine étape pour dire non à leur politique guerrière: le 19 mars à Bruxelles!

Suzanne, [Tolbiac]

Par ailleurs la ministre de la Défense française, Michèle Alliot-Marie explique très bien elle-même l'ampleur de l'en-

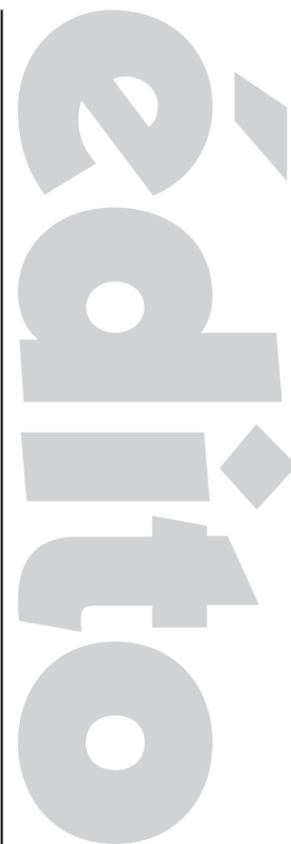


Rencontres Internationales de Jeunes

Tous les étés les JCR, avec de jeunes anticapitalistes et révolutionnaires, organisent les Rencontres Internationales de Jeunes (RIJ) afin de discuter de l'évolution du capitalisme et d'élaborer les stratégies pour se battre ensemble.

Il s'agit là de rencontrer des jeunes de l'Europe et d'autres pays afin de partager des expériences de lutte et ainsi de nous coordonner à l'échelle internationale.

Cette année, les RIJ auront lieu en France près d'Agen. Le programme sera bientôt disponible. Si tu souhaites déjà participer à ce rendez-vous éminemment politique et festif, n'hésite pas à contacter nos militants.



Sommaire

Monde

Palestine	4
Guerre et capitalisme	
Liban	5
Polynésie	

Dossier Constitution	6-7
----------------------	-----

Hexagone

Education	8
Gaymard et son appart	9
Les JO à Paris ?	
Islamophobie à Paris	8

Kultur	10
--------	----

Louise Michel
La Rumeur
Lutte au Louvre

Histoire	11
----------	----

Le Front Populaire

Der

Irak : 2 ans d'occupation



Palestine: une « nouvelle ère »... pour Georges Bush !

Que n'a-t-on pas lu ou entendu au sujet du sommet Sharon-Abu Mazen à Charm-El-Cheikh en février dernier? « Enfin un espoir pour la paix », « Un sommet historique », « Une nouvelle ère »... Beaucoup de bruit, en somme, mais pas pour pas grand-chose, en fait. À part une poignée de main entre Sharon et Abu Mazen (pas si historique que ça, ils nous avaient déjà fait le coup il y a deux ans en Jordanie, avec en prime Georges Bush), il ne s'est rien passé à Charm-El-Cheikh. En tout cas, rien qui aille dans le sens d'une quelconque satisfaction des revendications du peuple palestinien.

Rien de nouveau pour la population palestinienne

On a pourtant, avant le sommet, beaucoup entendu parler de la libération de prisonniers palestiniens et du retrait israélien de plusieurs grandes villes de Cisjordanie, engagements israéliens qu'Abu Mazen et les siens présentent comme une grande victoire. Mais rien n'a été acté lors du « sommet historique ». Israël serait-il réticent à tenir ses promesses? Libérer 400 prisonniers politiques (sur 8000, soit 5% du total) et faire reculer les tanks israéliens de quelques centaines de mètres (de l'intérieur des villes à l'entrée des villes, car c'est cela le « retrait »), est-ce déjà trop?

Les négociateurs israéliens et palestiniens ont décidé de reporter l'application des engagements israéliens à après le sommet. Il ne fallait pas gâcher la fête: les comités de prisonniers palestiniens et de familles de prisonniers ont fait savoir qu'ils exigeaient la libération de tous les prisonniers politiques (et pas de quelques

centaines choisis par Israël). Quant au « retrait » israélien, tout le monde aurait vu que cela ne changeait pas la situation des Palestiniens, car il ne s'accompagne pas d'une levée des 700 barrages à l'entrée de chaque ville et village, 700 checkpoints qui empêchent toute circulation.

« Cessez-le-feu » ?

L'illusion a donc été maintenue: promesses « historiques », poignée de main « historique » et surtout cessez-le-feu « historique ». Abu Mazen a annoncé la fin des attaques contre les Israéliens (y compris contre l'armée...) tandis que Sharon a déclaré solennellement qu'Israël « cesserait toute violence à l'égard de la population palestinienne ».

Abu Mazen a définitivement montré dans quel camp il se situait en niant le droit du peuple palestinien à se défendre contre l'armée israélienne. Il a fait arrêter, en gage de sa bonne volonté, des militants qui avaient organisé une attaque contre un camp militaire dans la Bande de Gaza. Quant à Sharon, il nous a tout simplement expliqué que l'occupation militaire, les humiliations quotidiennes, les checkpoints, les arrestations, les destructions de maisons... et tout le reste, n'étaient pas de la « violence contre la population palestinienne ». Et tout le monde applaudit des deux mains en célébrant « la paix »...

Alors pourquoi Charm-el-Cheikh ?

Dans leur objectif de redessiner le Moyen-Orient, les États-Unis sont aujourd'hui confrontés à deux obstacles majeurs: la résistance de peuple irakien et le combat du peuple palestinien. Les difficultés ren-

contrées en Irak ont obligé l'administration Bush à modifier sa stratégie en exigeant de Sharon qu'il passe de la phase « écrasement du peuple palestinien » à « négociations-donnant-l'illusion-de-la-paix-un-deces-jours », qui provoquera une accalmie provisoire. Bush a ainsi déclaré sans rire que « l'État de Palestine est à portée de main » tout en ajoutant qu'il verrait le jour « en 2009 ».

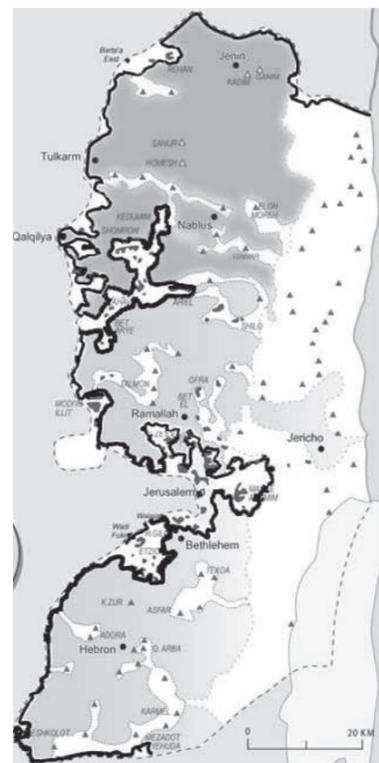
Les États-Unis et Israël s'appuient sur une lassitude du peuple palestinien, épuisé par 4 ans de siège et qui désire réellement une accalmie. C'est cette situation qui peut expliquer que, même s'ils n'ont aucune illusion, les Palestiniens attendent de voir ce qu'Abu Mazen va faire. Abu Mazen et sa clique ont compris qu'il pouvait eux aussi profiter de cette situation et, en « normalisant » les relations avec Israël, obtenir une reconnaissance internationale (et le fric qui va avec, Bush a déjà promis 300 millions de dollars pour la « Nouvelle Autorité Palestinienne ») et se remettre à faire du business.

Le sommet de Charm-El-Cheikh est une étape supplémentaire dans la construction du « Nouveau Moyen-Orient » étatsunien sous contrôle israélien. En tentant (une fois de plus) de liquider la cause palestinienne sous couvert de négociations « de paix », Bush et ses alliés espèrent se débarrasser d'un obstacle gênant. Ils envoient de plus un message à l'ensemble des États arabes: une page se tourne, il vous faut maintenant normaliser vos relations économiques et politiques avec Israël. La Jordanie et l'Égypte ont les premiers répondu présents en rouvrant leurs ambassades à Tel Aviv.

Notre combat en solidarité avec le peu-

ple palestinien et avec l'ensemble des peuples de la région en lutte contre le pillage de leurs ressources par les États-Unis et l'ensemble de leurs alliés (Israël, bien sûr, mais aussi une immense majorité des régimes arabes) va devoir se poursuivre. Ne nous laissons pas bercer par l'éternel refrain de la « paix ».

Julien, [Tolbiac]



Le « plan de désengagement israélien ». En blanc, les zones qu'ils annexent. En noir, le mur. Les triangles sont les colonies qu'ils gardent. En gris « l'État palestinien » (de 2009). Tout va bien...

Ils l'ont dit...

« Ce n'est pas négociable. Il est temps de partir (...). Je pense que nous avons de bonnes chances d'atteindre cet objectif et de nous assurer que les élections de mai (au Liban) seront justes. Je ne pense pas que l'on puisse avoir des élections justes avec les troupes syriennes là-bas »

« Les États-Unis d'Amérique soutiennent fermement la démocratie dans le monde, y compris au Liban, et elle ne peut s'épanouir tant que les troupes d'occupation syriennes s'y trouvent ».

Georges W. Bush
03/03/05

« Nous avons besoin d'une réelle démocratie au Liban et il n'est possible d'avoir une démocratie que si le gouvernement a un contrôle total sur son territoire, ce qui n'est pas le cas actuellement ».

Jack Straw
(Ministre britannique des Affaires étrangères)
03/03/05

(Petit jeu: dans les 3 citations précédentes, remplacez « Liban » par « Irak » et « Syrie » par « États-Unis »...)

« Les Syriens ne sont pas en phase avec la voie que la région est en train d'emprunter ».

C. Rice
28/02/05

« Nous nous trouvons dans une période de progrès monumental pour les droits de l'homme et la démocratie ».

Paula Dobriansky
Sous-secrétaire d'Etat (US) aux Affaires mondiales
28/02/05

« Grâce à la colonisation, nous garderons pour l'éternité des positions importantes, essentielles à notre existence, à commencer par Jérusalem notre capitale unifiée pour toujours, dans les blocs d'implantations qui se trouvent dans les lieux les plus sacrés de notre histoire et dans les zones de sécurité capitales pour notre défense ».

Ariel Sharon
02/03/05

« Ariel Sharon, le Premier ministre d'Israël, est un criminel de guerre qui devrait être en prison plutôt qu'à ce poste. (...) Sharon continue d'organiser le terrorisme. (...) L'expansion d'Israël inclut le nettoyage ethnique ».

Ken Livingstone
(Maire de Londres)
04/03/05

La guerre: outil des classes dominantes

Le contexte de récession économique (essoufflement du système) que connaît depuis de nombreuses années le système capitaliste, oblige les classes dominantes à trouver des moyens pour maintenir les taux de profits. C'est l'objectif de l'offensive des classes dominantes que nous subissons depuis des années. Les moyens possibles pour les classes dominantes sont simples: les contre-réformes libérales (privatisation, remise en cause des acquis sociaux, etc...) ainsi que les interventions militaires pour acquérir de nouveaux « marchés ».

La guerre comme moyen pour la course aux profits

La course aux profits provoque une concurrence entre les différents pays impérialistes. Seulement, les possibilités des différents pays sont inégales, aussi les initiatives prises pour l'offensive diffèrent. Aujourd'hui, la surpuissance militaire des USA leur permet une offensive militaire généralisée qui, dans le cadre de la concurrence entre États impérialistes, leur permet de s'accaparer de nouveaux marchés, et donc de faire de nouveaux profits, au détriment des autres États impérialistes (par exemple l'Irak, ancien marché de la France et de la Russie). La France, dans ce contexte de concurrence, en plus des contre-réformes libérales, tente avant tout de garder ces « pré carrés », à savoir les différents pays où elle

imposent sa domination. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'opposition à l'intervention américaine en Irak, l'intervention pour le « maintien de l'ordre » en Côte d'Ivoire, etc...

La guerre est ainsi un des moyens utilisés par les grandes puissances pour s'assurer des profits. Ces offensives militaires s'inscrivent également dans le cadre d'une volonté de contrôle des matières premières (notamment le pétrole, enjeu stratégique pour les années futures) visant à assurer des profits sur le long terme.

Les pays impérialistes: concurrents et alliés !

Un des éléments essentiel pour comprendre la situation internationale et cette course aux profits, réside dans la compréhension des intérêts en partie contradictoires, mais en partie communs des pays impérialistes. Chacun des pays impérialistes a besoin de faire de nouveaux profits. Les pays vont donc se faire concurrence et ont des intérêts contradictoires. Mais tous ont un intérêt à être en capacité d'être à l'offensive. L'exemple de l'Irak permet d'illustrer ceci. Les intérêts divergents des pays capitalistes ont donné une situation dans laquelle certains pays s'opposaient à l'intervention américaine (la France et la Russie notamment). La question était de savoir qui contrôlait le marché irakien. Mais la résistance contre la guerre en

Irak dans l'ensemble des pays du monde y compris en Irak, met en danger la possibilité pour l'ensemble des pays impérialistes de continuer leur offensive militaire (élément stratégique pour tous). Ceci explique pourquoi aujourd'hui, les différents pays cherchent à se mettre



d'accord sur la question de l'Irak. Les différentes interventions militaires et les désaccords et les alliances ne peuvent se comprendre que dans ce cadre d'intérêts convergents et divergents.

Ainsi, la question de la guerre comme stratégie des classes dominantes est un point important dans l'offensive actuelle en tant qu'un des moyens pour maintenir les profits des capitalistes. C'est pourquoi la lutte contre la guerre et contre l'impérialisme, dans les pays dominants comme dans les pays dominés, est un élément important pour stopper l'offensive des classes dominantes.

Aujourd'hui, les différentes déclarations à propos de l'Irak et de la Syrie (« états voyous » menacés par les pays impérialistes), les discussions dans le cadre de

l'Otan à Nice et à Bruxelles pour s'entendre entre différents pays impérialistes dans le but de continuer l'offensive militaire, la situation en Irak, en Palestine, en Afrique où la guerre continue, prouvent une chose: la guerre reste et va rester un outil utilisé par les classes dominantes. Ceci durera tant qu'une contre-offensive généralisée des jeunes et des travailleurs ne les en empêchera pas.

Hélène, [Jussieu] et Pacontan [Jussieu]

Liban: Intifada sans revendications radicales

L'assassinat de Hariri a déclenché au Liban une réaction populaire sans précédent. Certains appellent ce mouvement intifada bien que les dirigeants de ce mouvement ont eux-mêmes participé aux différents gouvernements toujours sous la tutelle syrienne et ont plongé le pays dans un surendettement dépassant les 30 milliards de \$. Ce sont les mêmes qui sont responsables du pillage du pays.

Le régime syrien

Le régime syrien est l'artisan de la situation actuelle. Sans plonger dans une analyse historique des rapports entre les deux pays rappelons que les accords de Taef (1989) qui devaient mettre fin à la guerre du Liban en confiant à la Syrie une mission intérimaire de « stabilisation » n'ont jamais été appliqués. Or ces accords prévoyaient la fin du régime basé sur le partage du pouvoir entre les différents représentants des confessions, et l'instauration des institutions laïques. Ils prévoyaient également le retrait des Syriens après la fin de leur mission.

En réalité la Syrie durant toutes ces années n'a servi que ses propres intérêts.

Sur le plan intérieur

1- elle a renforcé le confessionnalisme politique qui servait à la redistribution de la fortune: ceci permettait de tenir le pays plus facilement.

2- Elle a partagé les affaires économiques juteuses du pays en plaçant ces hommes aux postes clés qui dictaient leurs volontés à tous les hommes politiques devenus marionnettes, sous la menace de la terreur comme les assassinats: Kamal Jounblath, Marwan Hamadeh, Hariri... La liste est longue.

Sur le plan de la politique régionale

La Syrie s'est toujours présentée comme le pays défenseur du nationalisme arabe mais qu'en est-il en réalité? Rappelons quelques faits:

- l'interdiction de toute expression de gauche

- l'assassinat au Liban des dirigeants communistes et dissolution de la « résistance progressiste libanaise » qui s'opposait par les armes à l'occupation israélienne et son remplacement par la résistance islamiste libanaise dirigée elle par le Hezbollah. Certains dirigeants de Hezbollah craignent que la Syrie les livre sous pressions américaines et commencent à se méfier de la main mise syrienne sur leurs organes militaires.

- La Syrie a assassiné Kamal Jumblat en 76 qui a dirigé les troupes progressistes et marxistes palestiniennes et libanaises durant la guerre civile parce qu'il voulait en finir avec le projet fasciste des phalangistes.

- Elle a écrasé la même année le camp palestinien Tal Ezzatar en collaboration avec les phalangistes

- la Syrie a imposé le criminel de Sabra et de Shatila: Elie Houbaiqa dans plusieurs ministères des gouvernements libanais.

Ce n'est guère de nationalisme arabe qu'il s'agit.

L'opposition au Liban

Qu'en est-il maintenant de l'opposition? Elle est composée de fractions disparates, ce sont plutôt des représentants confessionnels ou chefs traditionnels. Les quelques formations politiques qui sont descendues dans la rue ne sont pas dotées d'une vision claire, leur seul programme c'est l'application de Taef qui ne résout rien du point de vue économique. Leurs

revendications principales sont les suivantes:

-Départ des Syriens
-Souveraineté, unité, indépendance

-Juger les coupables des assassinats politiques

-Le départ de plusieurs responsables de la sécurité

-Démocratie

Les concessions extérieures que les régimes de la région pratiquent tout en opprimant leurs peuples ne servent plus à rien, car les États-Unis qui envahissent l'Irak considèrent que les régimes dictatoriaux arabes ne sont plus utiles. De là ces régimes s'irritent et perdent l'équilibre. Dans la crainte de l'émancipation de leurs peuples, ils se lancent dans des actes mal calculés pensant que leur unique arme, celle de la terreur et du discours nationaliste, est encore capable de contrôler la situation.

Une mobilisation porteuse d'espoir

La faillite vécue par le régime dictatorial syrien devenu illégitime ne veut pas dire la fin automatique de ce pouvoir, cela dépendrait des forces capables de continuer la lutte. Il faut que les populations unissent leurs efforts au-delà des frontières. Est-ce que nous sommes devant un tournant? Il est très tôt pour le dire car on ne voit pas encore des mots d'ordres radicaux apparaître. Mais le fait de descendre dans la rue



et obtenir une victoire telle que le départ d'un gouvernement marionnette constitué uniquement de gens à la botte des services secrets syriens, a donné confiance aux jeunes qui sont capables dorénavant de juger leurs propres représentants. Cette expérience doit les amener à radicaliser leurs objectifs.

C'est la première fois qu'on assiste à des manifestations si massives depuis la fin de la guerre civile. L'Avenir appartient à ces jeunes!!

Rola, [Jussieu]

Polynésie: le troisième tour possible

Dimanche 13 février, 22h30. La soirée électorale vient de prendre fin sur la chaîne de télé RFO. Avec 6000 voix d'écart, soit plus de 10 points d'avance, Oscar TEMARU le leader indépendantiste vient d'infliger une défaite magistrale à l'ancien dictateur Gaston FLOSSE. Cette fois la victoire est sans appel. 80% de la population est allée voter et L'UPLD, le parti de Temaru, a raflé la majorité des sièges pour les Îles du vent emportant même la capitale et des communes historiquement acquises au TAHOERAA, le parti de Flosse. Du jamais vu. Dans les rues de Papeete et de Faa'a à l'annonce du résultat final une immense clameur de victoire s'élève dans la nuit: les militants de l'UPLD font résonner toute l'île de leur cri de ralliement « TAU!!! le changement! le changement! »... C'est une longue nuit de fête qui commence au rythme des danses et des percussions. Depuis la mairie de Faa'a, Oscar Temaru, heureux mais épuisé, prend la parole pour proclamer officiellement les résultats et fustiger, devant tous les journalistes réunis, Jacques Chirac qui s'est comporté « plus en chef de clan qu'en chef d'État » et qui s'est révélé n'être que le « supporter d'un roitelet ». Le peuple vient d'exprimer un vrai dégoût du « voleur de patrie », comme il est surnommé dans l'île. Une page de l'histoire s'est tournée: c'en est fini de la mainmise de Chirac sur la Polynésie.

Lundi 14 février, 6h du matin. La radio annonce que Temaru ne sera probablement pas président. C'est la consternation. Personne ne semble comprendre le bulletin d'informations. Que s'est-il passé dans la nuit du 13 au 14??

Les élections partielles du 13 février visaient à pourvoir 37 des 57 sièges à l'Assemblée territoriale. En effet, l'Assemblée n'avait été dissoute que partiellement en novembre 2004; les élections n'avaient été annulées que dans l'archipel des îles du vent, Tahiti et Moorea, là où Temaru était majoritaire en mai 2004. Les résultats des autres archipels n'ayant pas été annulés, Flosse conservait donc 17 sièges d'office à l'Assemblée tandis que l'UPLD n'en avait que 2 et l'ADN, le parti centriste, 1 seul. Dimanche l'UPLD a acquis 25 sièges, Flosse 10, et l'ADN en a obtenu 2. Si on fait le compte, ça donne au total 27 sièges pour Flosse, 27 sièges pour Temaru et 3 pour l'ADN. Lorsque les membres de l'Assemblée vont procéder à l'élection du président du gouvernement les résultats seront donc probablement 3 voix pour Bouteau, chef de file de l'ADN, 27 voix pour Flosse et 27 voix pour Temaru. Et en cas d'égalité parfaite entre deux candidats, la loi française prévoit que la décision se prend au bénéfice de l'âge. C'est le plus vieux qui l'emporte quoi. Et le plus vieux,

c'est encore Gaston Flosse.

À l'heure où nous écrivons, l'ADN, qui peut faire la différence, refuse catégoriquement de négocier une alliance. Pourtant parmi les 3 sièges d'ADN, la députée élue en mai 2004 a été élue sur les listes de l'UPLD: elle n'a rejoint l'ADN qu'en octobre 2004, lors de sa formation. Mais elle refuse aujourd'hui de soutenir Temaru. Et il y a autre chose. L'un des deux autres députés est le maire d'une commune qui vient de basculer dimanche soir dans le camp de Flosse. Pour conserver sa commune, l'élu pourrait bien être tenté de monnayer son soutien à Gaston Flosse.

Pour la deuxième fois en moins de six mois, le vieux lion indépendantiste et la population qui fait bloc derrière lui se voient priver de leur victoire par la République française et par Jacques Chirac. Mais il n'est pas dit que le peuple polynésien se laissera faire.

Ce lundi matin le réveil est incertain pour les militants de l'UPLD. L'impression d'une douloureuse et très longue gueule de bois. Personne ne veut croire les informations à



O. Temaru

la radio; ce n'est qu'une mauvaise blague, une dernière tentative de Flosse avant le départ. Et pourtant, les faits sont là. Les élections de la veille, loin de régler la crise politique qui secoue la Polynésie depuis 5 mois, l'ont encore approfondie un peu plus. Tous les appels au calme, y compris ceux de la ministre française de l'Outre-mer, n'y pourront rien. Et même si dans les rues et sur leurs lieux de travail les Polynésiens affichent un sourire tranquille, une rumeur circule et continue d'enfler toute la journée. Temaru a gagné, il doit être président, peu importent les décrets imbéciles de la République de métropole. En réalité, il est DÉJÀ leur président. Et ils comptent bien défendre leur choix.

Rose, [Saint-Denis]



Sur le site web de la TV suédoise, le pape est mort pendant cinq heures

La télévision publique suédoise SVT a publié par erreur une nécrologie du pape Jean Paul II sur son site internet qui est restée cinq heures avant d'être retirée.

Un employé de SVT qui travaillait sur la nécrologie préparée à l'avance du pape a appuyé par erreur sur un bouton qui a placé le texte et une photo sur le site internet, a indiqué une porte-parole de SVT. «C'est une erreur très regrettable».

La légende de la photo montrant Jean Paul II en compagnie du roi Carl XVI Gustaf et de la reine Silvia de Suède indiquait sobrement: le pape Jean Paul est mort. La prochaine sera la bonne!

Un char d'assaut écrase une voiture en Norvège

Un couple de Norvégiens est sorti indemne d'un accident au cours duquel un char d'assaut de 40 tonnes participant à des manœuvres a écrasé leur véhicule à l'arrêt. «Une enquête a été lancée par la police militaire. Il est trop tôt pour dire ce qui s'est passé», a déclaré une porte-parole de l'armée, Pia Width. Le char Leopard prenant part à des manœuvres est passé sur une Mercedes stationnant sur le bord d'une route à Grong, dans le centre de la Norvège. Aucun des deux occupants de la voiture n'a été blessé. «Nous avons arrêté la voiture le long d'une congère pour laisser passer le tank mais il a continué à avancer vers nous (...) Il est monté sur le capot puis sur le pare-brise puis sur le toit», a raconté le conducteur Knut Okkenhaug, 57 ans, au journal norvégien Aftenposten.

Des soldats britanniques accusés d'avoir saoulé un cheval avant un défilé

Des soldats des troupes d'apparat britanniques auraient saoulé un cheval avant un défilé, selon deux journaux dont les allégations ont été prises très au sérieux par le ministère de la Défense (MoD) vendredi.

«C'était banal de rendre les chevaux complètement ivres», a déclaré un soldat du Household Cavalry Mounted Regiment au Sun, premier quotidien populaire du pays, qui a révélé l'affaire.

Le cheval Unknown (Inconnu) aurait dû ingurgiter huit canettes de bière en moins d'une heure, juste avant un défilé à Zurich (Suisse). L'animal «a tout de même bien réussi à suivre le défilé après tout ça. Mais quand il est rentré aux écuries, il s'est effondré», selon le témoin du Sun.

D'autres accusations font état de bizutages infligés à des nouvelles recrues et de vols.

Tous ensemble, disons Non à la Constitution européenne et au gouvernement Chirac-Raffarin !

Chirac nous appelle à dire oui à la constitution européenne telle qu'elle se fait depuis Maastricht. À dire oui aux réformes libérales menées par tous les partisans du oui, de Jospin à Raffarin. Le projet de constitution est l'apogée de vingt ans de réformes antisociales.

L'Europe du Fric et des patrons

La Constitution instaure un espace économique où « la concurrence est libre et non faussée »

Elle ne comprend aucune garantie pour les travailleurs, le « droit à chercher du travail » remplace le droit à l'emploi, « le droit à l'accès à la santé » remplace le droit à la santé, et il en va ainsi pour tous nos droits. Les services publics sont remplacés par les services d'intérêt économique général, soumis à la concurrence et donc à la course à la rentabilité. C'est la négation des missions sociales des services publics. Cela signifie la fermeture de postes, d'écoles, d'hôpitaux, jugés non rentables.

Quant aux entreprises nationales de services publics, comme EDF, France télé-com, air France, leur privatisation s'accélérera. Le libéralisme de la constitution c'est la négation du droit pour tous à accéder aux infrastructures nécessaires pour une vie décente.

La constitution, c'est aussi la directive Bolkestein, du nom de l'ex-commissaire au marché intérieur européen. Elle prévoit

Le Non, une étape dans la lutte contre le gouvernement

Pourquoi assiste-t-on depuis quelques semaines à un déferlement médiatique en faveur du Oui au référendum sur la Constitution? Pourquoi Zidane, dans un spot télé nous invite-t-il à voter Oui à cette Constitution? Pourquoi les reportages à la télé associent-ils systématiquement les partisans du Non à Le Pen, De Villiers et C°?

Chirac et Raffarin ont besoin du Oui au référendum

Les classes dirigeantes et le gouvernement français ont un intérêt majeur à voir adopter le Traité constitutionnel. C'est pour cela que nous devons comprendre les enjeux du référendum.

Une large majorité des gouvernements



européens, quel que soit leur bord politique, ont été désavoués lors des dernières élections européennes. Le gouvernement français ne fait pas exception à la règle. En effet, après avoir perdu les élections régionales et européennes, il affronte une crise de légitimité. Nous avons face à nous un gouvernement illégitime incapable de

que les législations sociales appliquées au droit du travail seront celles du pays où se trouve le siège social de l'entreprise.

Les partisans du oui nous assènent que la Charte des droits fondamentaux, préambule sans aucune valeur législative à la Constitution, représente une avancée pour les droits sociaux. En fait, la constitution grave dans le marbre les pires reculs sociaux. Selon la Constitution, le droit à la libre circulation des capitaux et des marchandises est garanti, par contre, la libre circulation des populations est restreinte par l'Europe forteresse: mise en commun des fichiers de demandeurs d'asiles, centres de rétention aux frontières de l'Europe, fichage informatisé, et renforcement de la coordination des appareils répressifs.

L'Europe de la Guerre

La construction d'une Europe puissance servant à disputer l'hégémonie américaine sur la planète, va de pair avec celle de l'Europe forteresse.

Le traité prévoit la constitution d'une armée européenne sous l'égide de l'Otan, l'augmentation des budgets militaires de tous les pays européens, comme on peut déjà le constater pour la France, dont les moyens investis dans l'armement sont passés à 30 milliards d'euros.

En effet la concurrence impérialiste européenne face au États-Unis tend à augmenter, même si cela n'empêche pas la collaboration de tous ces états, comme c'est

déjà le cas en Afghanistan, au Kosovo, ou en Bosnie.

La construction de l'Europe guerrière va aussi dans le sens du libéralisme, car elle vise à ouvrir de nouveaux marchés, et à imposer sa domination capitaliste à travers le monde. C'est ce que l'on peut constater en Afrique, qui est un terrain de jeux de prédilection des puissances capitalistes européennes.

Nos luttes n'attendront pas 2007

Nous devons dès maintenant faire parler le rapport de forces, et pousser dans leurs retranchements tous les bourreaux de la classe ouvrière et des peuples opprimés.

La victoire du non au referendum doit être un objectif à atteindre pour tous ceux qui ce battent contre les offensives libérales mais aussi militaires, elle permet aussi de renforcer la riposte et d'organiser les luttes en accentuant encore un peu plus la crise politique.

Une partie du Parti Socialiste et des Verts ont eux aussi décidé de voter non, la CGT a elle aussi pris par au non de gauche à la Constitution, rejoignant ainsi les forces d'extrême gauche et le Parti

garder un ministre: ils préfèrent dans le contexte politique et social virer Gaymard, plutôt que d'affronter une énième crise de discrédit. Chirac a besoin d'un événement politique qui redonne légitimité à son gouvernement et à sa politique.

La Constitution européenne est le programme de la classe dirigeante européenne et donc des bourgeoisies nationales. Si le Oui passe lors du référendum, ce sera un point d'appui pour Chirac dans sa politique d'offensive. Le fait que la population adopte la Constitution européenne lui donnera toute légitimité pour mener ses attaques contre nous (jeunes, lycéens, étudiants, travailleurs, immigrés...) jusqu'au bout. Car s'il est vrai qu'aujourd'hui ils sont fragilisés, il n'en reste pas moins que les attaques se poursuivent (retraites, LMD, Plan Fillon...). Nous sommes dans une situation d'affrontements où la tension entre le gouvernement et la rue devient de plus en plus élevée.

Dans notre lutte contre le gouvernement et sa politique, le référendum est une échéance centrale.

Quelles seront les conséquences du vote Non ?

Depuis quelques années on voit émerger à l'échelle européenne un mouvement de contestation qui s'est par exemple manifesté lors des FSE de Saint Denis et de Londres, dans le mouvement anti guerre. Partout en Europe, les gouvernements se heurtent aux mobilisations. (en Allemagne par exemple, avec les grèves à Volkswagen, ou encore en Grande-Bretagne avec une mobilisation contre la réforme des retraites...).

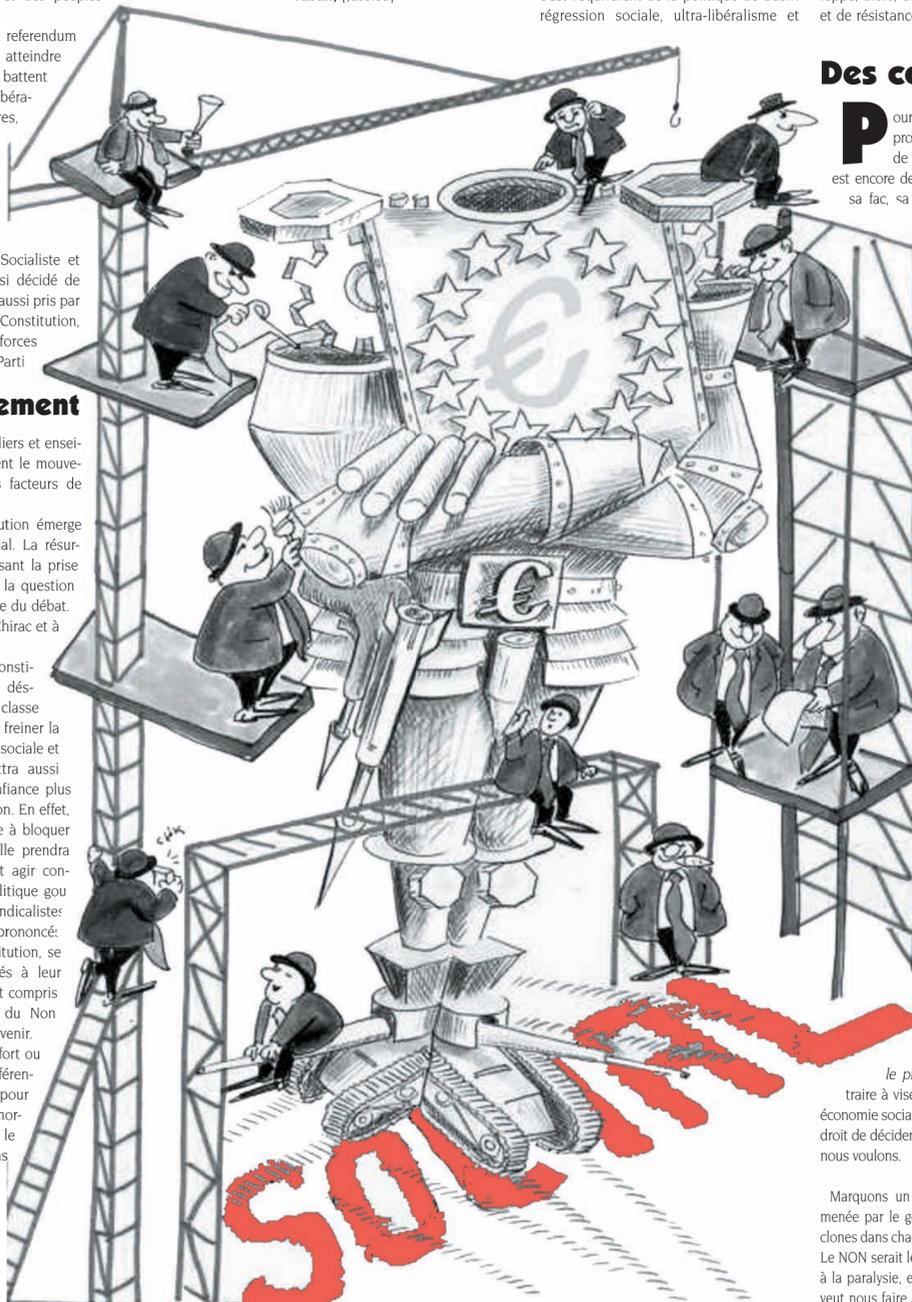
En France, les mobilisations de mai-juin 2003, le mouvement anti guerre, celui

communiste.

C'est maintenant et tous ensemble que nous devons refuser le programme de la bourgeoisie européenne, et que nous devons tout faire pour virer le gouvernement.

Chirac, Raffarin, Sarkozy, Fillon et toute la bande sont prévenus, on n'attendra pas 2007!

Adrien, [Clignancourt], JP, [Clermont], Nastasia, [Clermont], Alban, [Jussieu]



Non à l'Europe de la guerre sans limite!

Un des arguments des partisans du OUI est que l'Europe permettrait de s'opposer aux États-Unis sur le plan militaire et qu'un monde multipolaire, où chaque puissance aurait une possibilité d'action sur les champs de bataille serait une garantie pour un monde plus stable et moins barbare. Cet argument part du rejet général, parmi la population, de la guerre en Irak. Certains voudraient donc nous faire croire que la constitution européenne serait celle du camp des antiguerre et que voter OUI serait une étape nécessaire pour le mouvement du 15 février 2003...

"Une autre guerre est possible" ...

Pourtant, la constitution européenne est l'équivalent de la politique de Bush: régression sociale, ultra-libéralisme et

développement d'outils pour mener des guerres (armée européenne, programme de défense commun et renforcement des liens entre l'Europe et l'OTAN...). Cette constitution est donc un outil, à la hauteur de la politique de Bush. L'objectif de la constitution européenne est donc de la concurrencer, pas de la contrebalancer...

À ceux, qui veulent dominer le monde, le monde répond "Résistance!"

L'opposition ne se fait pas entre les "Européens civilisés" et "barbares Américains": les 20 millions de manifestants du 15 février 2003 à travers le monde ont refusé la séparation du monde selon Bush: le Bien contre le Mal. C'est à l'échelle internationale que s'est développé, alors, un mouvement de solidarité et de résistance face à la barbarie et c'est

ça qui déstabilise la machine de guerre américaine... En deux ans d'occupation, Bush, son administration et tous les dirigeants engagés dans l'occupation ont dû reconnaître leurs mensonges, n'ont pas pu cacher les tortures et les pillages, font face à une résistance populaire toujours plus offensive en Irak et ne peuvent juguler la colère de la population mondiale, y compris aux États-Unis, qui s'organise contre cette barbarie au service des intérêts de la classe dirigeante américaine (500000 manifestants en août 2004 contre la convention républicaine à New York).

Le bras de fer n'est donc pas entre gentils impérialistes européens et méchants impérialistes américains mais entre la politique impérialiste des classes dirigeantes du monde entier qui se base sur la politique de guerre sans limite de Bush et les peuples du monde entier qui se battent et



s'organisent pour un monde débarrassé de la barbarie...

La victoire du Non au référendum sera un formidable point d'appui pour tous ceux qui aujourd'hui s'opposent à la logique de guerre sans limite. Voter Non, c'est aussi voter contre la guerre et les occupations.

Sarah, [Saint-Denis]

Des collectifs locaux contre la constitution

Pour lutter efficacement contre le projet constitutionnel européen de Chirac le meilleur moyen est encore de s'organiser localement, sur sa fac, sa ville ou son quartier dans

l'une des centaines de collectifs faisant campagne pour faire remporter un NON de gauche au référendum. Pour cette raison SUD-étudiants, l'UNEF, le MJC, l'UEC, ATTAC Campus, Vamos!, la JOC, Quartiers du monde, le PRS, Droit d'entrée, SUD edl, FSL QL, la Fondation Copernic et les JCR se sont réunis pour lancer une campagne commune de construction

de collectifs locaux sur toutes les facs et toutes les villes sur la base de « l'appel des 200 jeunes ».

Ces collectifs faisant le lien entre les luttes locales, l'actualité sociale et le projet libéral européen, peuvent permettre de convaincre des milliers de jeunes de se battre pour une autre société que celle proposée par le capitaliste européen.

À l'appel du Forum Social Européen de Londres, les organisations, associations, syndicats et partis politiques sont appelés à manifester le 19 mars à Bruxelles lors du sommet de l'Union. Deux ans après le déclenchement de la guerre en Irak, cette manifestation permettra d'affirmer une fois encore notre soutien aux peuples en résistances face à l'envahisseur et de défendre, un autre projet pour l'Europe que celui défendu par V. Giscard d'Estaing et Chirac.

Ben, [Tolbiac]

Samedi 19 mars à Bruxelles: convergence des collectifs locaux pour une Europe sociale et antiguerre.

Contre la Kapital-Attitude

Notre Non, contrairement à ce qu'a pu dire un ancien premier ministre n'est pas une « pollution ». Il n'est pas celui de nationalistes acharnés à défendre leur belle patrie, son patronat et ses idéaux réactionnaires. Notre Non est né d'une dynamique revendicative. Il rejette cette caricature de constitution profondément libérale et anti-démocratique. Notre Non ne revient pas à « se tirer une balle dans le pied » (Chirac) mais au contraire à viser ceux qui au nom d'« une économie sociale de marché » se donnent le droit de décider à notre place quelle Europe nous voulons.

« Nous achetons la maison, nous ferons les travaux plus tard » a dit une jeune espagnole (citée dans *Le Monde*). Cette Europe-là n'est pas la nôtre et ne le sera jamais. Ce sont les bases mêmes de l'Europe qu'il faut changer. Rien ne sert de remettre à plus tard. Déjà en 92, Delors nous disait d'accepter le traité de Maastricht tout en promettant: « nous ferons l'Europe sociale tout de suite ».

C'est toujours la même rengaine qu'on nous ressort. Nous n'avons rien à attendre de la classe dominante. C'est à nous de nous organiser et de mener le combat avec tous les peuples pour, non pas « acheter notre maison », mais la construire nous-mêmes.

Notre Europe se dessine aujourd'hui à travers les euros-grèves, le



mouvement anti-impérialiste, les forums sociaux européens; consolidons-la pour quelle soit l'Europe des peuples, c'est-à-dire un espace sans frontières où les personnes -et non plus seulement les capitaux- peuvent circuler librement; c'est-à-dire un espace démocratique où les choix et décisions politiques se prennent à la base, où la priorité est donnée au partage des richesses et du travail, où l'on garantit les mêmes droits pour toutes et tous et où la protection de l'environnement n'est pas reléguée au second plan; c'est-à-dire, enfin, un espace internationaliste de coopération des peuples entre les volontés impérialistes d'une minorité.

Hélène, [Metz]

Ce que dit la Constitution

Femmes

Ainsi l'article 11-62 précise que « toute personne a droit à la vie », mais le droit à l'avortement a été refusé par les auteurs, permettant ainsi au Portugal et à l'Irlande d'en maintenir l'interdiction et de rester dans l'Union européenne, ou d'y entrer comme la Pologne. Rien n'est dit non plus contre les violences faites aux femmes.

Éducation

L'éducation ne dépend pas directement du traité (même si en tant que Service Économique d'Intérêt Général, elle est soumise à la concurrence). Ce qui cadre la politique européenne de l'éducation c'est le processus de Bolagne (dont la prochaine conférence est en mai 2005 à Bergen). Les conséquences françaises de ce processus ont donné le LMD, la Loi Fillon et la loi sur la recherche (LORPI).

La constitution reconnaît « le droit à l'éducation [...] Le principe de gratuité de l'enseignement obligatoire (implique que) chaque enfant ait la possibilité d'accéder à un établissement qui pratique la gratuité. Il n'impose pas que tous les établissements, notamment privés, qui dispensent cet enseignement ou une formation professionnelle continue soient gratuits. Il n'interdit pas non plus que certaines formes spécifiques d'enseignement puissent être payantes » (article 14 de la Conférence Inter-Gouvernementale, annexé à l'Acte Final). Autant dire que l'enseignement gratuit sera limité au strict minimum (comme le socle commun de la loi Fillon).

Ils ont dit...

« La famille existe pour permettre à la femme de faire des enfants et d'être dialogée par un mâle. » Rocco Buttiglione (discours devant le parlement européen)

« Il faudrait interner les homosexuel(le)s dans des asiles psychiatriques » Anne Zaborska, présidente de la commission des droits des femmes au parlement européen.

C'est écrit...

« Reconnaisant leur identité et leur rôle spécifique, l'Union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les églises » (Article I-59-3).

Fillon : «Je trace ma route»

«**J**e trace ma route», a proclamé François Fillon au lendemain du vote solennel de la loi d'orientation sur l'école. Mercredi soir, l'Assemblée nationale adoptait en première lecture et en procédure d'urgence le projet du ministre de l'Éducation, lequel assure que plus rien ne peut désormais stopper son avancée. « C'est au Parlement que se fait la loi, ce n'est pas dans la rue », a-t-il déclaré, estimant que « le mouvement des lycéens n'a plus de raisons d'être ».

« J'espère que les lycéens comprendront que la principale revendication a été satisfaite » à savoir le retrait de la réforme du baccalauréat, a déclaré le ministre de l'Éducation, même s'il faudra réformer. Droit dans ses bottes, le ministre nous annonce son intention de reculer pour mieux casser le bac national dès que les lycéens rentreront en cours.

Notre mouvement contre sa réforme a plus que jamais lieu d'être, parce que nous avons pu le faire reculer - même si ce n'est que temporaire - et parce que le fond de la loi reste :

- « La délivrance de diplôme peut tenir compte, éventuellement en les combinant, des résultats des examens terminaux, des contrôles continus, des contrôles en cours de formation et de la validation des acquis de l'expérience » (AFP). Donc, contrôle continu et surtout casse du cadre national des diplômes.

- « Institution d'un nouveau brevet remanié en fin de 3e avec une épreuve d'éducation physique obligatoire et d'une note de



vie scolaire ». (AFP)

- « Modification du système de remplacement des enseignants absents pour les congés de courte durée avec imposition de remplacements en «interne» par l'équipe de l'établissement en heures supplémentaires (2 heures par semaine) ». Les remplacements se feront par des profs ou même des pions du même bahut, même si ce n'est pas leur matière : cours de philo par un prof de gym, par exemple.

- « Définition d'un projet d'établissement. » (AFP) Suppression de classes générales au profit de formations spécialisées et professionnalisantes pour répondre aux besoins en main-d'œuvre des « bassins d'emploi locaux ».

En plus, la loi telle qu'elle a été votée prévoit l'apprentissage obligatoire de la Marseillaise et du « fait religieux » par les mêmes qui excluent les filles voilées.

Adrien, [Clignancourt]

Une autre école est-elle possible ?

On nous demande parfois ce que nous voudrions comme type d'éducation. Nous voulons bien sûr une l'amélioration des conditions d'études ou la diminution de la sélection sociale. Mais la meilleure école, dans ce système, reproduira encore les inégalités et les classes sociales et sera un cadre oppressif pour les jeunes.

L'école, comme l'État, a un caractère oppressif et réduit notre liberté, quelle que soit son organisation. C'est particulièrement le cas dans cette société, mais il est difficile de concevoir une école qui fonctionnerait autrement : la classe, le rôle des profs, des surveillants, la discipline, la séparation avec le reste de la société lui donnent un rôle d'embrigadement. L'école sert à reproduire un système ; elle vise à faire passer une idéologie en prenant peu en compte ce que pensent les jeunes. Les enseignants sont toujours prisonniers des programmes, des livres et de leurs propres préjugés. L'école ne donne pas les moyens à chacun de trouver sa voie. Aucun élève ne peut s'affranchir des inégalités qui préexistent : les jeunes qui ont des livres chez eux, qui sont abonnés à des revues ou des journaux n'ont pas le même accès à la culture et à la compréhension du monde que la majorité, qui en est privée. C'est ce qui conduit, en plus des inégalités financières, à la reproduction des classes sociales.

Travail manuel et travail intellectuel

Un des principaux arguments de la bourgeoisie pour imposer les diplômes en alternance ou les stages en entreprise est que l'école serait trop séparée du monde du travail. Dans la société capitaliste, rapprocher école et entreprise vise à détruire les maigres acquis qui existent à l'école : ne pas s'user la santé à travailler très jeune, la possibilité (limitée) d'avoir un esprit critique, discipline moins forte que lorsqu'on a un travail précaire et, surtout, ce type d'études sert à diminuer la valeur des diplômes...

Mais, dans le cadre d'une autre société, dirigée par ceux qui produisent, nous ne sommes pas pour une séparation totale de l'enseignement et du travail. D'abord parce qu'étudier est réellement un travail : on produit une richesse intellectuelle qui servira à la société. C'est un « travail intellectuel ». Ensuite, dans une société plus juste, on ferait chacun des tâches manuelles (vider les poubelles, construire des voitures...) et des tâches intellectuelles (organiser une entreprise, faire de la politique, conseiller quelqu'un sur la réparation d'un ordinateur...). Alors pourquoi ce ne serait pas le cas quand on est jeune ?

Des expériences d'éducation alternative

Lors de révolutions comme celle de 1917 en Russie ou pendant la Commune de Paris de 1871, de nouvelles méthodes ont été tentées. Les ouvriers apprenaient à lire et écrire collectivement. Cela a permis, en quelques semaines, en 1871, de commencer à alphabétiser 80 % des ouvriers de Paris. Juste après la révolution russe, les notes étaient interdites, parce que cela discrimine les jeunes, sans avoir d'utilité

Virer le gouvernement, c'est possible !

Après les luttes et les défaites contre la casse des retraites en mai juin 2003, contre le LMD dans les facs en novembre décembre 2003, des intermittents et pour la Sécu en 2004, le mouvement social s'est en partie démobilisé. Raffarin l'a dit : ce n'est pas la rue qui gouverne. Certes le gouvernement s'est pris une déculottée aux élections régionales et européennes, mais apparemment ce ne sont pas non plus les urnes qui gouvernent.

Un gouvernement de combat

Ce gouvernement est un gouvernement de combat. Son seul but est de détruire un maximum d'acquis sociaux, quitte à risquer de perdre le pouvoir une fois ses forfaits accomplis en 2007. Tout cela, sachant que le PS ne reviendra pas sur ce qui a été fait. C'est une raison de plus pour ne pas attendre ! Tant que les Chirac, Raffarin, Sarkozy, Fillon et autres seront en place, nous ne pourrons que craindre des attaques et organiser des ripostes tant bien que mal. Notre objectif doit donc être de les chasser.

Depuis le début de l'année, les raisons de lutter ne manquent pas : démantèlement des services publics, notamment à La Poste et à la SNCF, retour sur les 35 heures, attaques contre l'éducation... Seulement les salariés hésitent plus à se mettre en grève s'ils ne sont pas convaincus qu'ils ont des chances de gagner. De plus, les directions syndicales, en appelant à des journées de mobilisation sans lendemain en fin de semaine et en séparant les secteurs, jouent contre l'unité et le mouvement.

La mobilisation lycéenne

Le rôle de la mobilisation lycéenne est donc très important. En effet, la jeunesse ne porte pas le poids des défaites. De plus, on ne perd pas de journée de salaire quand on est un lycéen en grève. Enfin, les bureaucraties syndicales n'encadrent pas les lycéens comme c'est le cas des salariés. Aujourd'hui, le mouvement contre Fillon peut donc être un réel point d'appui pour

pédagogique. Étant donné que les niveaux sont très différents d'un élève à l'autre, on pourrait imaginer une école où il n'y aurait pas de classes de niveaux. Il pourrait y avoir un enseignant (ou plusieurs), mais les élèves s'entraideraient aussi et progresseraient collectivement. Il pourrait y avoir des débats lorsque des désaccords existeraient entre les élèves ou avec l'enseignant, où chacun serait obligé de travailler, de rechercher pour trouver des arguments.

Une autre école est-elle possible ?

Ce type de fonctionnement permettrait à l'école d'être un cadre beaucoup moins oppressif et plus efficace. Mais la société actuelle en est incapable, car elle a besoin de discipline, de programmes précis, de formatage idéologique, de filières bien séparées...

qu'émerge un grand mouvement contre le gouvernement.

En voyant que des luttes continuent à avoir lieu, que des jeunes peuvent mettre en branle Fillon, le tueur des retraites, les salariés peuvent se remotiver, reprendre confiance en eux. Si le mouvement lycéen s'amplifie, il peut définitivement virer Fillon. C'est une telle victoire qui pourra enclencher un mouvement de grève dans les autres secteurs.

Tous ensemble !

Ce qui peut virer un gouvernement entier,



c'est un mouvement général. En effet, si les trains ne roulent plus, si le courrier n'arrive plus, si les ouvriers ne créent plus de richesses, alors l'économie se bloque et le gouvernement n'a plus d'existence réelle, il doit quitter ses fonctions, comme ça a été le cas plusieurs jours en mai 1968. De Gaulle était parti en Allemagne discuter avec les généraux et l'Assemblée était vide.

Mais il n'y a rien de mécanique : ce n'est pas parce que les lycéens peuvent virer Fillon que tous les autres secteurs vont se mettre à lutter automatiquement. Ce qu'il faut, c'est donc pousser à la convergence des luttes. Cela signifie que les lycéens, une fois bien structurés entre eux, doivent rencontrer les étudiants, les salariés... Ce sont d'abord les profs et les ATOSS dans les établissements, mais par la suite tous les autres. Il faut avoir conscience que nous avons tous intérêt à virer ce gouvernement, et que nous ne le ferons que tous ensemble !

JB, [Nanterre]

L'école que nous voulons ne serait pas en dehors de la société, elle y serait complètement intégrée : on apprendrait dès le plus jeune âge et toute sa vie. Tout en travaillant et en ayant des loisirs. La notion de classe, les carnets de correspondance et les horaires répétitifs n'existeraient sans doute plus. En un mot, cette école n'aurait rien à voir avec l'école que nous connaissons. Les bâtiments n'auraient peut-être même pas d'existence. Est-ce qu'on pourrait réellement appeler ça une école ?

Antoine, [Jussieu]

Claude Allègre, le retour

Lors d'un récent colloque, l'ancien Ministre de l'Éducation du gouvernement Jospin, qui était tombé sous la pression des mobilisations, a encore une fois fait preuve de sa grande sagesse, en déclarant à propos du SNES (syndicat majoritaire chez les enseignants du second degré) : « Le snes est un syndicat surpuissant (...) qui dispose de 2000 fonctionnaires mis à disposition par l'administration, [qui] distribue des brochures en trichromie dans tous les lycées. En trichromie, vous vous rendez compte ! (...) C'est un syndicat de filiation communiste, des gens qui vous disent que si l'URSS a échoué, ce n'est pas à cause de l'idéologie communiste, c'est parce qu'elle a été mal appliquée... ». No comment...

Privatisation de l'Éducation Nationale

Attention danger, le soutien scolaire à domicile, qui ne cesse de croître, souligne davantage l'école à deux vitesses et l'inégalité, émanant de la société néolibérale. Des sociétés de cours particuliers, certaines cotées en bourse offrent des services à des prix non négligeables, inaccessibles aux classes populaires.

Le plus scandaleux est la réduction d'impôts sur le revenu offerte par le gouvernement pour la consommation de ce service, le manque a gagné pour l'état représente le budget des ZEP.

Couplé aux réformes, qui touchent ou ont touché les secteurs de l'Éducation, réforme des facs l'an dernier et la réforme Fillon, la logique du gouvernement se dessine plus clairement que jamais, privés les masses populaires du capital culturel nécessaire à la critique sociale et les préparer à accepter docilement leur statut de dominé du capitalisme au profit d'une élite possédante du capital tant économique que culturel.

La réforme Fillon, dans la même logique que la réforme des universités, recentre l'éducation sur des savoirs dits « fondamentaux », lire, écrire, compter, l'informatique (il faut savoir vivre avec son temps), directement utile pour les patrons, et marginalise les sciences humaines et sociales, science de la critique sociale, indispensable pour l'émancipation individuelle.

La culture a toujours été une arme contre la domination, ayant bien retenu la leçon des régimes totalitaires, le gouvernement, comme Napoléon Ier en son temps, aliène les masses à des enseignements utilitaristes pour la production, et relègue la culture et le savoir aux programmes de TF1.

Rebecca et Matthias, [Brest]

Du fric pour les services publics, pas pour le show olympique !

Stupéur et tremblements dans les médias et les états-majors du PS et des syndicats : la journée de grèves et de manifestations interprofessionnelle du 10 mars tombe le jour de la visite à Paris du comité international olympique (CIO).

Patrons et Travailleurs sont sommés de devenir frères derrière « leurs » sportifs. La CFTC a appelé ses adhérents à ne pas manifester le 10 mars. Dans son rôle préféré de lèche-bottes du MEDEF, Chérèque, secrétaire général de la CFDT, a proposé de reporter d'un jour la grève. En 1998, Blondel affirmait déjà : « on ne fait pas grève en temps de guerre ».

Mais le succès des journées de grève de 18, 19, 20 janvier, du 5 février, et surtout le puissant mouvement lycéen, porte-parole d'un mécontentement social généralisé, laissent prévoir un succès pour la grève interprofessionnelle du 10 mars.

Jeux Olympiques = pompe à fric

Jetons un coup d'œil sur les 11 entreprises partenaires officiels pour les J.O. à Paris en 2012 (la liste est disponible sur les portes du métro de Paris) : on y trouve des humanistes tel le parrain de l'opération, Lagardère, recordman mondial de ventes d'armes, détenteur de 40 % de la presse et de l'édition ; le groupe ACCOR, qui sous traite auprès de boîtes esclavagistes comme ARCADE dont les femmes de ménage se mettent en grève pour dénoncer leurs conditions de travail ; Bouygues, qui s'est enrichi en fomentant des coups d'état et des guerres civiles en Afrique, et qui possède TF1 ; Carrefour et France Télécom, coresponsable de la faillite de l'économie argentine ; EDF, privatisé contre la volonté des électriciens et de la population ; Suez, partenaire de tous les coups tordus depuis 1850 ; Védior Bis, esclavagiste en intérim.

Les J.O. sont la foire aux marques débiles et indélébiles.

Officiellement, toutes les nations ont le droit de participer aux J.O. Toutes ? Sauf les athlètes Kurdes, Tchétchènes, Kanaks, Antillais, Basques, Catalans, Corses, ...

Femmes voilées : interdiction d'entrer !

A la fac de Saint-Denis un bras de fer est engagé entre les étudiants et le département d'histoire. Habiba s'est acquittée de ses droits d'inscription le 1er octobre mais n'a pu assister à aucun cours du premier semestre car le secrétariat d'histoire lui a refusé l'inscription en cours prétextant un manque de places. D'autres étudiants se sont pourtant inscrits après cette date. Le motif de la discrimination était clair : Habiba porte le Hijab. Ses démarches administratives individuelles (rendez-vous avec la présidence de l'université et courrier de protestation) lors du premier semestre sont restées sans suite... Pendant qu'une zone interdite aux femmes voilées naissait sur la fac, l'administration, reconnaissant, en aparté, « connaître les pratiques de la secrétaire », fermait les yeux et gardait sa langue... L'islamophobie avait de beaux jours devant elle à Paris 8...

Dès la rentrée de janvier, nous avons rédigé une pétition avec Habiba expliquant la situation et exigeant l'inscription pédagogique. En deux semaines, 800



Les jeux sont aussi l'occasion pour les journalistes sportifs de se foutre de la gueule des pays qui n'ont pas les moyens d'entraîner correctement leurs athlètes : nageurs africains et bobsleigheurs jamais.

Le fantasme black-blanc-beur de 98 faisait croire qu'en devenant des Zidane ou des Tony Parker, milliardaires aseptisés, on allait éliminer le racisme.

Les J.O. ne sont-ils pas une immense fête populaire pour la paix et l'amitié entre les peuples ? C'est faux. L'histoire des JO montre que cette version moderne des jeux du cirque de Rome (ces J.O. où l'on faisait s'entre-tuer et bouffer vivants les prisonniers de guerre) est au service du chauvinisme et de la guerre.

À Salt Lake City en 2002, les J.O. sont ouverts par Bush fils sous la terreur sécuritaire du Patriot act et des préparatifs de la guerre en Irak. La légende selon laquelle les J.O. marquent une trêve dans la guerre tous les 4 ans est fautive : les jeux d'Athènes se sont déroulés en 2004, alors que les Iraquiens étaient bombardés.

Les premiers du classement sont toujours les mêmes : les puissances nucléaires, les membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU, les pays du G8.

Paris n'est pas la seule ville au monde à se battre : à Madrid, un collectif rassemblant les écologistes, la gauche radicale (espacio alternativo), des syndicats, a organisé la perturbation de la visite du CIO le 6 mars.

Tous ensemble, salariés, lycéens, étudiants, disons non aux jeux du fric et de la guerre.

Rafik, [Censier]

Gaymard et son appart

La retraite dorée des barons du capital et de leurs représentants fait parler d'elle, après les « frais de bouche » de Chirac et Bernadette à la mairie de Paris évalués à 2.21 millions d'euros de 1983 à 1995, c'est maintenant autour du logement de fonction du ministre de l'économie.

Hervé Gaymard est en effet mis en cause dans une enquête du canard enchaîné qui révèle qu'il habite un duplex de 600 m² à deux pas des Champs-Élysées à Paris, moyennant un loyer mensuel de 14000 euros prélevés sur les fonds publics. Mais ce n'est pas tout pour le protégé du squatteur de l'Élysée, il y a fait entreprendre près de 150000 euros pour « travaux de rafraîchissement » (!).

Le militant catholique contre le droit à l'avortement a déclaré qu'il allait quitter cet appartement, non pas pour rejoindre le sien de 235 m² boulevard St-Michel, mais un payé par l'Etat. Son cas est très loin d'être isolé, ainsi actuellement le ministre du Budget François Copé occupe gracieusement un petit 190 m², le ministre de l'Industrie Patrick Devedjian jouit de 275 m² et le ministre du Commerce extérieur François Loos occupe 330 m² pour sa fonction...

Cet argent ont en a besoin !!

Aujourd'hui, pendant que la bourgeoisie s'offre du luxe 4 millions de personnes vivent dans des conditions de logement très précaires et 6 millions pourraient tomber dans cette situation à court ou moyen terme. Parmi les quatre millions de personnes vivant dans des habitats extrêmement précaires, on dénombre près de 95000 SDF, 60000 personnes hébergées à l'hôtel, et un peu plus de 50000 autres dans des constructions de fortune. Ce sont aussi plus d'un million d'individus dans des logements sans salle de bain, ni toilettes... Avec 150000 logements pour 2.2 millions d'étudiants, cherchez l'erreur !

Ce constat est accablant, d'un côté la bourgeoisie fait « péter les tunes », nos tunes, de l'autre le peuple galère à finir les fins de mois, n'arrive pas à obtenir un HLM.

Ce n'est pas non plus les quelques sauts de Borloo qui peuvent nous faire espérer un avenir, sous un toit.

Germain, [Rennes]



L'homophobie a sa place à l'Assemblée

« L'homosexualité est une menace pour la survie de l'humanité », « l'homosexualité est inférieure à l'hétérosexualité », « les homosexuels sont nuisibles à l'intérêt général ».

Non, ce n'est ni Hitler, ni Jean-Marie Le Pen qui a tenu ces propos mais Christian Vanneste, député UMP du Nord. Il ne l'a pas fait dans un cadre privé, mais en pleine séance de l'Assemblée Nationale. Ces paroles témoignent du retour à l'ordre moral que l'ensemble de la droite (et non un député isolé, qui n'a toujours pas été exclu de l'UMP) veut imposer à la France. Par ces propos, il cautionne les violences contre les homosexuels, y compris les agressions et les meurtres, qui se sont intensifiés depuis l'année dernière. C'est pour éviter cela que les principales associations LGBT (Lesbiennes, Gays, Bi, Trans) avaient demandé l'an dernier une loi punissant les propos et les actes homophobes. Après de nombreux mensonges de la droite cette loi n'a finalement pas été votée. Des millions d'homosexuels se trouvent donc à la merci du premier homophobe venu qui voudra les frapper ou les insulter... largement encouragé par M. Vanneste.

Act-Up fait signer une pétition pour l'exclusion de Vanneste de l'UMP : <http://www.actupparis.org/article1882.html>



Faire reconnaître cette discrimination a été une bataille en tant que telle. La majorité des étudiants étaient solidaires d'Habiba. Mais il y a eu aussi des réactions de doute. Certaines personnes considèrent que c'est juste un problème administratif et qu'il est abusif

de parler d'islamophobie. Pourtant c'est bien de cela qu'il s'agit. Un responsable du département d'histoire a affirmé que sur le long terme son objectif était de forcer les étudiantes à retirer leur voile pendant les examens.

Les faits sont là. L'islamophobie se développe en France. Une minorité des responsables universitaires, mise en confiance par la Loi contre le voile à l'école, veut l'institutionnaliser dans les faits. Ce n'est pas un problème local à Paris 8. Dans ce cas, la présidence a été obligée de reconnaître le problème en mettant en place une commission d'enquête sur le secrétariat d'histoire qui devra établir si des sanctions doivent être prises. Mais sur d'autres universités, les problèmes commencent à remonter à la surface : à

Villetaneuse, des étudiantes voilées se voient refuser l'accès au cours de sport. À Jussieu, une étudiante en DEA n'a pu obtenir une inscription en thèse car il lui était demandé de retirer son voile...

Cette question deviendra de plus en plus centrale dans les prochains mois. Si tous les militants antiracistes, syndicalistes ne préparent pas cette bataille, c'est une nouvelle étape dans l'institutionnalisation de l'islamophobie qui sera franchie. Et cela peut aussi affecter les capacités de mobilisation des étudiants et des personnels universitaires contre les projets gouvernementaux. Tout comme le débat sur la loi sur les lycées avait déchiré le milieu enseignant. Le racisme divise les salariés, en stigmatisant une minorité et ce sont le gouvernement et le patronat qui en profite. Construire le « Tous ensemble » contre le gouvernement passe par la confrontation contre le développement de toutes les discriminations, et donc aujourd'hui de l'islamophobie.

JCR Saint-Denis



Louise Michel : Centenaire de la mort d'une révolutionnaire

Il y a 100 ans, le 9 janvier 1905, Louise Michel décédait d'une pneumonie dans une chambre d'hôtel à Marseille. La révolutionnaire avait alors 75 ans. Portrait.



Louise.

Enseignante

Louise Michel est une grande figure de l'anarchisme, celle qu'on clamait « Ni vierge, Ni rouge ! ». Bien sûr, pas besoin d'être anarchiste pour défendre son action révolutionnaire et son engagement sans répit. Elle a consacré sa vie à la lutte du peuple. Née en Haute-Marne en 1830, elle y deviendra institutrice puis pratiquera sa profession à Paris. Elle écrit alors des poèmes et ne tardera pas à rejoindre les courants les plus radicaux du mouvement socialiste naissant.

Communarde

C'est évidemment son rôle actif dans la Commune de Paris (1871) qui va influencer ses combats menés durant 35 années d'exil, de prison, de manifestations et de colère. Elle fut donc élue présidente du comité républicain de vigilance citoyenne du 17ème arrondissement et prit part aux combats contre les Versaillais dans le 61ème bataillon de Montmartre. Elle participera au dernier combat à la barricade de Clignancourt et sera arrêtée et emmenée à la prison d'Arras, échappant ainsi à la peine de mort qu'ont pourtant subie d'autres femmes. La presse bourgeoise l'aura surnommé durant La Commune la « Louve Rouge » car elle s'était portée volontaire afin d'aller seule tuer Thiers à Versailles.

Déportée en Nouvelle-Calédonie

En 1873, elle est déportée en Nouvelle-Calédonie où elle adhère à l'anarchie. Elle continuera à instruire là-bas les Canaques qu'elle soutiendra dans leur révolte contre les colons. Après 7 années d'exil, elle est amnistiée en 1880 et revient à Paris où elle prononcera dès son retour l'éloge funèbre de Blanqui devant plus de 100 000 personnes au Père-Lachaise. A son retour Laurent Tailhade en fera une description : « Un visage aux traits aux traits masculins, d'une laideur de peuple, creusé à coups de hache dans le cœur d'un bois plus dur que le granit... telle apparaissait, au déclin de son âge celle que les gazettes capitalistes nommaient la Vierge Rouge, la Bonne

Militante infatigable

Louise déplacer les foules avec ses conférences en France, Angleterre, Belgique et Hollande. Elle organisera ensuite des manifestations de chômeurs à Paris en 1883 et sera condamnée à 6 ans de prison pour pillage. Lors de son projet, elle accusera une fois de plus l'État bourgeois et sa justice de classe qu'il faut, selon elle, combattre sans jamais s'en remettre à elle dans l'espoir. « Mais pourquoi me défendrais-je ? Je vous l'ai déjà déclaré, je me refuse à le faire (...). Je sais bien que tout ce que je pourrai vous dire ne changera rien à votre sentence » lancera-t-elle alors. Elle sera arrêtée à d'autres reprises en 1886 et en 1890 sans jamais cesser son combat pour la liberté et la justice. De 1890 à 1895, Louise Michel gère une école libertaire à Londres. Puis elle rentre en France où elle reprend ses tournées militantes. Après une dernière réunion à Toulon, elle meurt le 9 janvier 1905 à Marseille et sera enterrée au cimetière Levallois-Perret. Ses funérailles donneront lieu à une grande manifestation et jusqu'en 1916, un cortège se rendra chaque année à sa tombe.

Ceci n'est qu'une courte approche de la vie de Louise Michel, une vie dédiée au combat, une vie pour la liberté, légalité et la justice, une vie de révolutionnaire. Elle laissera peu d'écrits théoriques mais de nombreux poèmes. Il est important aujourd'hui de faire connaître son combat et de ne pas le laisser sombrer dans l'oubli.

Joaquina, [Quimperlé]

Le ministère censure, l'information circule...!

« La Rumeur groupe censuré, c'est pas une surprise... » pouvait-on entendre dans le premier album du collectif de rappeur La Rumeur. C'est certainement soucieux de ne pas vouloir les contredire que le Ministère de l'intérieur a déposé plainte contre le groupe pour diffamation envers la police nationale. Retour sur les faits.

La Rumeur est un collectif composé de quatre rappeurs issus de la banlieue parisienne. C'est en 1996 que s'est formé ce groupe qui, au fur et à mesure des textes s'attaquera au colonialisme, à l'exclusion, à la précarité des quartiers populaires, et notamment aux rapports « post-coloniaux » entretenus entre la police et les jeunes des banlieues...

Le groupe se situe « aux antipodes » du rap commercial et s'attaque très souvent à la radio Skyrock qui a « colonisé » le rap, culture populaire et revendicatif (voir vandeale), pour en redonner une vision « aseptisée, la rendre lucrative, simple, polie et divertissante ».

C'est sans vraiment de surprise que la radio a voulu à un moment donné répondre de ces accusations, ou tout du moins les faire disparaître (on appelle ça de la censure je crois...).

En 2002 donc, Skyrock dirigé par Laurent Bonneau (un « ami » du PDG de SONYmusic France, pour situer le personnage), a déposé plainte pour « appel au meurtre », suite à un article paru dans le magazine promotionnel édité à la sortie de l'album.

Suite à ça, EMI, la maison de disque de La Rumeur, a fait détruire les stocks du magazine (sans le consentement du groupe évidemment). La plainte, elle n'a pas abouti.

Hasard ou pas, arrive dans la foule la plainte du ministère de l'intérieur. Elle concerne un article paru (bizarrement) dans le même magazine, ou Hamé, un des membres du groupe dénonce les bavures policières. On y trouve aussi une critique constructive de la situation actuelle des quartiers populaires, de l'hystérie sécuritaire (l'article est paru pendant la campagne présidentielle 2002), bref un pamphlet contre l'ordre établi.

Suite à cet article donc le ministère de l'intérieur (alias Nicolas), a déposé plainte contre Hamé pour diffamation à l'égard des forces de l'ordre pour avoir écrit que : « les rapports du ministère de l'intérieur ne feront jamais état des centaines de nos frères abattus par les forces de police sans qu'aucun des assassins n'ait été inquiété »

rien de très arrogant (ni faux en plus) qui laisserait comprendre une telle réaction.

« La question des abus policiers doit être posée » a affirmé Hamé, assurant s'être référé aux expériences subies par « 3 générations de populations immigrées » qui, « du 17 octobre 1961 (manifestation d'Algériens violemment réprimée à Paris) en passant par le décès emblématique de Malik Oussékine jusqu'à des bavures plus récentes, ensanglantent la mémoire de nos quartiers populaire ».

La défense s'est vue soutenir par un historien (Maurice Rajsfus) qui a confirmé « 175 décès des suites d'une intervention policière survenus entre 1977 et 2002 », et rajouté « qu'on y trouve une majorité de jeunes d'origine maghrébine ».

Pour sa part, l'avocat du groupe a largement attaqué le ministre de l'intérieur de l'époque : « M. Sarkozy s'en moque, des policiers. Il a déposé cette plainte pour deux raisons : d'abord parce qu'il subissait une forte pression de syndicats de police d'extrême droite et d'autre part, parce qu'il



voulait interdire que l'on parle des bavures parce que c'est un problème pour son plan de carrière... Sans commentaire!!

L'avocat a évidemment demandé la relaxe en expliquant que « ce n'était plus l'outrance contre le déni, mais l'outrance contre l'outrance ». Le procureur a aussi plus ou moins requis la relaxe.

C'est dans cette ambiance que La Rumeur sort son 2ème album, *Regain de Tensions*, où on y retrouve de larges allusions au procès, et toujours la même ligne de conduite.

Arrive le verdict... Relaxe! Le tribunal correctionnel de Paris a estimé qu'il s'agissait « d'une critique des comportements abusifs, susceptible d'être reproché aux forces de police », et que ces propos relevaient de « la liberté d'expression ».

Séba, [Nantes]

Ils veulent vendre la culture, libérons-la !

Le 1er septembre dernier, la direction annonce que les artistes, les enseignants et les étudiants en histoire de l'art de plus de 26 ans ou étrangers n'auront plus gratuitement accès aux collections du

Louvre. La marchandisation généralisée de la culture y est spectaculaire.

En attendant les logos en vitrine

Mitterrand a créé l'« établissement public du Louvre » : son financement est autonome du reste des Musées Nationaux. En 5 ans, le prix a augmenté de 25% (8,5 euros l'entrée !) et le mécénat s'épanouit : Total est peint en lettres d'or sur les boiseries de la galerie d'Apollon. Les suppressions de gratuité sont remplacées par des obligations de prestations. Heureusement que



les élèves de l'Ecole du Louvre, qui doivent connaître les collections pour leurs examens, servent de conférenciers gratuits. Les profs, qui amenaient pourtant 500 000 élèves par an, devront oublier ce droit si les établissements ont moins de moyens pour organiser ces sorties, puisque la gratuité leur est désormais conditionnée.

La résistance s'organise

Cette énième attaque a suscité une réelle levée de bouclier. La colère s'est cristallisée dans le site lourepourtous.site.voilà.fr. Une intersyndicale, Attac, et les partis de gauche ont appelé à un rassemblement d'une centaine de personnes le 15/01 devant la pyramide. Depuis, les artistes ont recouvré leurs droits, mais pas les autres.

La gratuité, une idée qui paie !

Nous revendiquons la gratuité totale des musées. Ils ont beau prétendre que la principale barrière est « culturelle », l'accès libre aux musées de la Ville de Paris a entraîné 124% de fréquentation en plus, dont 3,5 fois plus de jeunes, d'employés et d'ouvriers. Elle ne doit pas être synonyme de précarisation, comme pour les salariés de Delanoë. et bien qu'elle ne suffise pas à démocratiser l'accès à la culture, cette mesure est un préalable. Ce que les artistes ont créé depuis les temps les plus reculés appartient à tous : ils donnent un visage aux rêves de l'humanité.

Daniel, [le Louvre]

Le Front populaire : mythes et réalités

On nous présente toujours le Front Populaire comme ayant donné les congés payés aux travailleurs. Aujourd'hui une sorte de mystique idéaliste entoure ce gouvernement qui aurait agi pour le bien être de la classe ouvrière. On aime aussi à dire que le Front Populaire aurait sauvé la France du fascisme. L'Humanité du 3 mai 1936 célébrait à cet égard le coup porté « aux fascistes et leurs alliés ».

C'est dans une perspective de changement de la société que le Front Populaire a laissé sa marque dans l'Histoire. Pourtant son programme n'avait rien de radical. C'est sous la pression des travailleurs en grève, avant même la formation du gouvernement, que le patronat a lâché des concessions qui passent historiquement pour des acquis du Front Populaire. Soixante-dix ans après, retour sur un événement qui a porté les espoirs de millions de travailleurs et qui reste plein d'enseignements pour aujourd'hui.

Les origines

L'idée même de Front Populaire est apparue au sein des luttes. Le 6 février 1934 les ligues fascistes (Action Française, Croix de Feu, Ligue des Patriotes...) sont allées manifester devant l'Assemblée Nationale. Cela a donné lieu à une très violente émeute (17 morts et 1 500 blessés) où l'on a pu craindre une tentative de coup d'État. Dans une situation de dégénérescence du capitalisme mondial depuis la crise de 1929, il s'agit là d'un avertissement de la bourgeoisie en direction du mouvement ouvrier et à ceux qui le soutiennent même légèrement afin qu'ils se tiennent tranquilles. En effet les divers gouvernements de l'époque ont réalisé nombre de contre-réformes supprimant des droits et acquis sociaux aux travailleurs.

Six jours plus tard, En protestation à l'agitation fasciste, une grève générale paralyse la France, avec des manifestations unitaires dans des dizaines de villes. Le Parti Communiste Français change alors sa politique ultra-sectaire qui visait à qualifier les militants socialistes de « social-fascistes ». Sous les directives de Staline le PCF doit désormais défendre la démocratie bourgeoise face au péril fasciste. L'URSS cherchait alors une alliance avec la France face à l'Allemagne hitlérienne. C'est dans ce cadre que Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, a déclaré que la France « sert objectivement la cause du prolétariat ».

Il lance le 9 octobre 1934 le slogan d'un « large Front Populaire Antifasciste ».

L'unité du mouvement voulue par les travailleurs

Lors de la grève et des manifestations de 1934, les travailleurs ont poussé pour l'unité du mouvement. Les manifestations unitaires ont conduit à la réunification de la CGT jusqu'à lors divisée en CGTU (pro PCF) et CGT (ceux opposés à une ligne pro PCF). La pression pour l'unité entre travailleurs socialistes et communistes a été très forte. C'est sous cette pression de la base que les dirigeants politiques ont été obligés de prendre position. C'est ainsi que face à toutes les formes de sectarisme et des querelles de chapelles que les travailleurs ont réclamé de toutes leurs forces l'unité du mouvement car ils avaient conscience que c'est là la seule manière de gagner. Face à la menace fasciste, dont l'existence est vouée à la destruction du mouvement ouvrier et aux contre-réformes antisociales, l'unité des travailleurs est la première chose à faire.

L'accord du Front Populaire

Le programme du Front Populaire est un compromis entre essentiellement trois partis politiques: la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière, ancêtre de l'actuel Parti Socialiste) ayant Léon Blum comme dirigeant, le PCF (Parti Communiste Français) avec Maurice Thorez comme secrétaire général et le Parti Radical d'Édouard Daladier.

La SFIO est un parti réformiste qui ne voit que le parlementarisme comme terrain d'action. Léon Blum a d'ailleurs été très clair à ce sujet en déclarant « *Je pense que si, par l'effet du jeu parlementaire, nous étions appelés à exercer le pouvoir, nous devrions l'exercer légalement, loyalement* ».

Le Parti Radical est; selon l'analyse de Léon Trotsky (un des dirigeants de la Révolution russe d'octobre 1917 et fervent opposant à Staline) « *le parti à l'aide duquel la grande bourgeoisie entretenait les espoirs de la petite bourgeoisie en une amélioration progressive et pacifique de sa situation. Les radicaux n'ont pu jouer ce rôle qu'aussi longtemps que la situation économique de la petite bourgeoisie restait supportable, qu'elle n'était pas véritablement ruinée, qu'elle gardait espoir en l'avenir. Le programme des radicaux a toujours été, certes, un simple*

chiffon de papier. Ils n'ont accompli et ne pouvaient accomplir aucune réforme sociale sérieuse en faveur des travailleurs: la grande bourgeoisie qui détient tous les véritables leviers du pouvoir, les banques et la Bourse, la grande presse, les hauts fonctionnaires, la diplomatie, l'État-major, ne le leur eût pas permis. Mais ils obtenaient de temps à autre, en faveur de leur clientèle, surtout en province, quelques petites aumônes et entretenaient par là les illusions des masses populaires ». Le parti Radical a participé à la fois à des gouvernements de droite comme de gauche. La présence de ce parti dans le Front Populaire signifie clairement la collaboration de classe.

Le PCF ne participe pas à l'alliance gouvernementale afin de satisfaire les exigences du Parti Radical et pratique un soutien extérieur. Le PCF est totalement aligné sur la bureaucratie stalinienne. Staline a été porté à la tête de la Contre-Révolution sociale en Russie en s'alliant notamment avec l'ancienne administration tsariste qui constituait une part de la bourgeoisie russe en émergence auparavant liée à l'aristocratie. De fait le PCF n'était que la courroie de transmission de Moscou et sa participation au Front Populaire exprimait la volonté d'une alliance France-URSS. Dès sa création le PCF n'est le résultat que de la politique d'opportunistes ayant ratifié les 21 conditions de Lénine pour intégrer la IIIème Internationale sans volonté de les appliquer.

La victoire aux élections d'avril-mai 1936

Les élections d'avril-mai 1936 marquent la victoire du Front Populaire. Un gain électoral de 300 000 voix à lieu par rapport aux élections de 1932 dû essentiellement à une poussée communiste alors que les radicaux enregistrent une grande perte d'environ 400 000 voix. Cela marque le fait que les radicaux sont de moins appréciés par leur électorat qui se tourne soit vers la droite soit vers la gauche. De fait la politique de l'époque se polarise entre le mouvement ouvrier et la droite dure, c'est-à-dire la bourgeoisie exprimant de plus en plus la lutte de classe. Les partis du Front Populaire ont obtenu 369 députés contre 236 pour la droite. Léon Blum fut appelé à former le gouvernement. Il affirma que celui-ci ne pouvait être un « gouvernement socialiste » qui modifierait les structures du pays, mais simplement d'une expérience de gouvernement social, dans des structures capitalistes.

La grève de 1936

Sans attendre la formation du gouvernement Blum, les travailleurs passent à l'action. Des milliers d'usines sont occupées. On dénombre des millions de grévistes dans tous secteurs confondus, de la métallurgie aux grands magasins en passant par les serveurs de bars. Ces grèves sont impulsées par la base afin de com-

battre les contre-réformes sociales et de conquérir de nouveaux droits. Cela va élargir la combativité des travailleurs à tel point que la CGT passe de 1 million de membres en 1935 à 5 millions en 1937. « *Le déclenchement de la grève est provoqué, dit-on, par les "espoirs" que suscite le gouvernement de Front populaire. Ce n'est là qu'un quart de la vérité, et même moins. S'il ne s'était agi que de pieux espoirs, les ouvriers n'auraient pas couru le risque de la lutte. Ce qui s'exprime avant tout dans la grève, c'est la méfiance ou tout au moins le manque de confiance des ouvriers, sinon dans la bonne volonté du gouvernement, du moins dans sa capacité à briser les obstacles et à venir à bout des tâches qui l'attendent* ».

Marcel Cachin, le rédacteur en chef de l'Humanité, a dit « *Nous sommes, les uns et les autres, devant le fait de la grève* ». Ce qui signifie concrètement que la grève est beaucoup plus qu'une douloureuse épine dans le pied des bureaucrates politiques et syndicaux. Le 7 juin 1936 sont signés les accords de Matignon avec le patronat, les syndicats et le gouvernement qui donnent les congés payés, les quarante heures et l'obtention de délégués du personnel. C'est alors que Maurice Thorez tente de faire rentrer les travailleurs dans le rang: « *Nous risquerions même, en certains cas, de nous aliéner quelques sympathies des couches de la bourgeoisie et des paysans de France. Alors? Alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais si l'on a obtenu la victoire sur la plus essentielles des revendications. Tout n'est pas possible* ». Mais contrairement à ce que voulaient les bureaucrates, les grèves s'intensifient.

Tous les partis du Front populaire sont pour arrêter la grève après les accords de Matignon, cette « Victoire sur la misère », selon le quotidien de la SFIO. La reprise du travail devient inévitable, même si, un mois après, plus de mille entreprises étaient toujours occupées. La revanche patronale ne s'est pas fait attendre. Dès septembre a lieu une première dévaluation du franc ce qui permet aux patrons de récupérer plus que ce qu'ils ont lâché. En 1938 se réalise un gouvernement d'Union nationale avec le radical Edouard Daladier à sa tête avec le soutien des députés du Front populaire. En 1938 les décrets Reynaud remettent en cause les acquis de la grève de 1936 (40 heures, congés payés...). Cette assemblée vote en 1940 les pleins pouvoirs à Pétain portant le fascisme au pouvoir.

Une Révolution manquée?

Le gros des ouvriers qui souhaitaient une Révolution a marché derrière le PCF. Un de leurs slogans était « les soviets partout! ». Maurice Thorez en a interdit l'utilisation au PCF. Trotsky analyse ainsi la situation: « *Quand un million et demi d'électeurs donnent leurs voix aux communistes, la majorité dit à ces derniers: «Nous voulons que vous fassiez en France ce que les bolcheviks ont fait chez eux en octobre 1917». Telle est la volonté réelle de la partie la plus active de la population, de celle qui est capable de lutter et d'assurer l'avenir de la France. Telle est la première leçon des élections* ».

Des millions de travailleurs occupaient leurs usines et lieux de travail et pouvaient très facilement exproprier la bourgeoisie et ainsi gérer eux-mêmes et démocrati-



quement la production pour l'ensemble de la société.

Les bureaucrates socialistes, communistes et anarcho-sindicalistes ont aidé le Parti Radical à détruire la puissante vague révolutionnaire.

De fait il n'existait pas d'organisation politique de masse ayant la volonté d'en finir avec le capitalisme reflétant le mouvement ouvrier pouvant mener à la constitution d'un parti ouvrier révolutionnaire. Trotsky le présente ainsi: « *Un état-major révolutionnaire ne peut naître de combinaisons de sommets. L'organisation de combat ne coïnciderait pas avec le parti, même s'il existait en France un parti révolutionnaire de masse, car le mouvement est incomparablement plus large qu'un parti. L'organisation de combat ne peut pas non plus coïncider avec les syndicats, qui n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus arrêtée* ».

Des clés pour aujourd'hui

Un des buts avancés par le Front populaire était de combattre le fascisme, mais une victoire totale contre le fascisme ne peut se réaliser que si le capitalisme est renversé. Cela le fascisme est une émanation directe du capitalisme servant à écraser les travailleurs.

Cette page d'histoire nous enseigne qu'il faut tout faire pour réaliser l'unité au sein du mouvement avec tous ceux qui le construisent. Ce n'est qu'ainsi que l'on évitera le frein des bureaucrates dont le but est de diviser le mouvement.

Cela traduit le fait que le mouvement social d'aujourd'hui à besoin d'une expression politique qui soit prête à mener la bataille jusqu'au bout. C'est pourquoi il est nécessaire mais aussi possible d'entamer la construction d'un parti rassemblant tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme et qui permettra de donner des perspectives politiques et donc de victoire à tous les travailleurs.

Laurent, [Tolbiac]



Des ouvriers occupent leur usine en 1936

2 ans d'occupation en Irak: 150 000 morts

**20 mars 2003-20 mars 2005:
Deux ans de guerre et d'occupation.**

Le 20 mars 2003, les premières bombes tombent sur Bagdad et d'autres villes irakiennes. C'est le début de l'offensive de Bush et ses alliés contre le peuple irakien. Au nom de la lutte contre le terrorisme, au nom des liens entre Saddam Hussein et Al-Qaïda, contre les armes de destruction massive et pour instaurer la démocratie.

Le vrai visage de l'occupation

Deux ans après, tout le monde sait que les prétextes avancés par Bush n'étaient que des mensonges. Pas d'armes de destruction massive, pas de liens avec Al-Qaïda et pas de démocratie en Irak. Mais en revanche, le développement d'une formidable résistance populaire irakienne contre les pseudo-libérateurs, résistance qui continue toujours aujourd'hui.

Les États-Unis ne s'attendaient pas à une telle résistance. Le 16 avril 2003, le Général Tommy Franks, chef des forces US en Irak, informait ses commandants que dans un délai de 60 jours les forces étatsuniennes passeraient de 140 000 à 30 000. Les États-Unis espéraient en effet mettre en place un régime à leur solde qui serait malgré tout admis par une population qu'ils pensaient docile.

Mais les effets désastreux de l'occupation se sont fait très tôt ressentir. La

violence de l'armée; l'impossibilité de circuler, mais aussi la privatisation et la destruction des services publics, ont rapidement entraîné une majorité de la population à se soulever contre les troupes d'occupation et leurs alliés irakiens, pour la plupart des exilés revenus au pays pour s'en mettre plein les poches.

À titre d'exemple, alors qu'en mai 2003, 7 provinces (sur 18) bénéficiaient d'au moins 16 heures d'électricité par jour, il n'y en avait plus qu'une en mai 2004. Les États-Unis ont dissous plusieurs ministères, dont ceux de la Défense et de l'Information, mettant à la porte, par exemple, les 250 000 fonctionnaires de l'ancienne armée irakienne, sans les payer et sans les indemniser. Les arrestations sans motif se sont multipliées: plus de 10 000 prisonniers en septembre 2003.

Soulèvement populaire

C'est la combinaison de l'ensemble de ces facteurs qui permet de comprendre pourquoi la population irakienne s'est soulevée. Tout d'abord ce sont les attaques contre les forces d'occupation qui se sont multipliées. Puis, face à la violence de la répression et l'usage de la punition collective, c'est tout le peuple irakien qui est entré en résistance. En avril 2004, ce sont plus de 200 000 habitants de Bagdad qui ont manifesté en

solidarité avec Fallouja assiégée.

On a beaucoup dénoncé la résistance irakienne comme étant le fait d'une minorité de « terroristes islamistes ». Tous les témoignages concordent pourtant pour affirmer que les groupes qui pratiquent les violences contre les civils sont isolés et marginaux et que ce ne sont pas eux qui sont le corps et l'âme de la résistance irakienne. Ce corps et cette âme, c'est la population irakienne elle-même.

Comment oser dire qu'une résistance « minoritaire » pourrait tenir tête à près de 200 000 soldats équipés de tanks, d'avions de combat, d'hélicoptères et de fusils à visée laser? Si la résistance tient tête, c'est qu'elle bénéficie d'un soutien et d'une participation massive de la population, sans quoi les combattants armés auraient tous été éliminés depuis

longtemps.

Il existe bien évidemment des groupes religieux qui participent activement à la résistance. Mais, comme l'affirmait un combattant de Mossoul en novembre dernier dans un journal syrien, « la résistance laïque et la résistance islamique travaillent ensemble car nos objectifs sont les mêmes. Nous avons le même but ». La résistance irakienne est à l'image de la population: diverse, multiple, mais poursuivant un seul et même objectif: le départ des troupes d'occupation.

La lutte continue!

C'est le sens du vote lors des élections qui ont eu lieu en janvier. Malgré le caractère profondément antidémocratique de ce « scrutin », l'impossibilité pour beaucoup d'Irakiens d'aller voter et

le boycott d'une partie de la population, le candidat des États-Unis n'a recueilli que 13 % des voix lors de la mascarade électorale. Le message est clair: on ne veut pas de votre prétendue démocratie, barrez-vous avec vos subalternes irakiens! D'ailleurs, depuis les élections, les opérations armées contre les forces d'occupation n'ont pas cessé, bien au contraire.

2 ans après, notre solidarité ne doit pas s'arrêter. Les Irakiens continuent héroïquement de se battre avec l'ensemble des moyens dont ils disposent. À nous, de notre côté, de relever le défi et d'en faire de même. Et ce jusqu'au retrait total de toutes les troupes d'Irak.

Julien, [Tolbiac]

Fallouja: Veni, vidi, vici... Ils sont venus, ils ont vu... et ils ont massacré!

Avant de parler de l'offensive aérienne et terrestre des troupes US sur Fallouja le 8 novembre, rappelons que la ville n'en est pas à sa première tragédie... Une attaque de moins grande ampleur avait eu lieu en avril dernier. Mais «deux fois valent mieux qu'une», voilà ce que retiennent ces barbares!

La résistance a été héroïque, son soutien par les habitants qui sont restés a été inconditionnel! Des témoignages rapportent que nombre d'habitants ont participé aux combats pour libérer leur ville, parmi eux un nombre significatif de femmes armées à la main!

Mais, comme ont pu l'annoncer mi-novembre des responsables militaires américains: «Fallouja est tombée»... Fallouja est tellement tombée qu'elle n'est plus que ruine! Pour une population qui comptait 250 000 personnes, il ne restait en ville que 50 000 habitants piégés avant l'assaut. À la date d'aujourd'hui, il est très difficile de faire un bilan humain, car jusqu'à il y a 15 jours, aucune aide, aucune ONG, n'était autorisée à entrer dans la ville par les forces d'occupation américaines!

Les témoignages d'atrocités pratiquées par les Américains commencent à parvenir pour informer le public. Bilal Hussein, photographe Irakien de l'agence AP, a réussi à fuir Fallouja. Son témoignage, notamment sur la mort de toute une famille mitraillée par les héli-

coptères alors qu'elles tentaient de traverser l'Euphrate pour quitter la ville, montre que les soldats américains considéraient toute la ville comme des ennemis.

Un responsable d'une ONG rapporte que «les restes de corps en décomposition forment des montagnes humaines»... Par ailleurs, malgré les difficultés d'accès des journalistes aux zones contrôlées par l'armée et le caractère sélectif des reportages, les images de la télévision collent à la réalité de la violence contre les civils. À titre d'exemple, les médias ont diffusé des images où l'on voit un soldat américain achever un homme blessé dans une mosquée. Mais d'après les images de la chaîne Al-Jazeera (encore elle!), Les Américains ont achevé plusieurs blessés!

Pour certains, le passé sert à répéter (en pire) les horreurs qui ont été commises: le massacre des Amérindiens, les destructions de Dresde, d'Hiroshima, de Nagasaki, la guerre du Vietnam, l'attaque sur la Serbie... autant d'exemples qui n'ont pas permis aux «gendarmes du monde» de méditer...

Hanane, [Saint-Denis]

